



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GENERALE

TD/B/CN.2/9
10 mai 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION PERMANENTE DE L'ATTENUATION DE LA PAUVRETE
Deuxième session
Genève, 25 juillet 1994
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

ETUDE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR L'ATTENUATION DE LA PAUVRETE

Rapport du secrétariat de la CNUCED

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1 - 5
1. SECTEUR PRODUCTIF	6 - 16
i) Promotion d'emplois productifs et d'emplois à forte intensité de travail	6 - 11
ii) Accès aux actifs productifs (terre, capital, technologie et infrastructure)	12 - 13
iii) Appui aux activités productives (formation technique, politiques de fixation des prix, cadre de réglementation pour l'expansion des activités commerciales et productives)	14 - 16
2. PROGRAMMES SOCIAUX	17 - 22
i) Accès aux services sociaux (élaboration des politiques, fourniture de services, combinaison de filières de distribution, financement des services sociaux)	17 - 20
ii) Filets de protection (mécanismes de transfert, problèmes particuliers des pays en transition à cet égard, ciblage de programmes spécifiques) et mécanismes de protection sociale	21 - 22
3. POLITIQUES MACRO-ECONOMIQUES ET ATTENUATION DE LA PAUVRETE	23 - 30
i) Effets des politiques macro-économiques et méso-économiques (y compris du choix des mesures de stabilisation et des choix budgétaires) sur la prévention et la réduction de la pauvreté	23 - 24
ii) Interventions visant à réduire les coûts sociaux des programmes d'ajustement structurel pour les pauvres	25 - 27
iii) Stratégies globales de développement et modèles appropriés pour la prévention, l'atténuation et la réduction de la pauvreté	28 - 30
4. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DES PROGRAMMES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE	31 - 39
i) Bonne gestion et renforcement des capacités (cadre législatif et réglementaire; systèmes de planification; décentralisation)	31 - 35

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragaphes</u>
ii) Mobilisation et organisation sociales des pauvres; participation de la population et des pauvres au développement, y compris la participation des femmes .	36 - 39
5. MOBILISATION DE RESSOURCES POUR L'ATTENUATION ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE	40 - 45
i) Mobilisation des ressources intérieures en faveur des pauvres	40 - 43
ii) Besoins en ressources extérieures et mobilisation de ces ressources en vue de compléter et d'appuyer les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté; efficacité des programmes et des projets d'aide au développement visant à lutter contre la pauvreté (y compris la gestion et la coordination de l'aide) . .	44 - 45
6. COMMERCE INTERNATIONAL	46 - 54
i) Promotion des exportations de biens et de services à forte intensité de main-d'oeuvre	46 - 48
ii) Participation des petites entreprises au commerce international	49 - 50
iii) Prévention ou atténuation des chocs extérieurs (mesures protectionnistes arbitraires, sanctions commerciales, baisse brutale des prix des produits de base) ayant des incidences sur les pauvres	51 - 52
iv) Diversification des exportations de biens et de services et stabilisation des recettes d'exportation ayant des incidences sur les revenus des pauvres	53 - 54
7. POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES EN RAPPORT AVEC L'ATTENUATION DE LA PAUVRETE	55
8. POPULATION ET MIGRATIONS	56 - 59
i) Migrations liées à la pauvreté	56 - 57
ii) Régulation de l'accroissement démographique	58 - 59

INTRODUCTION

1. Conformément au programme de travail de la Commission permanente de l'atténuation de la pauvreté 1/, le secrétariat de la CNUCED était invité à adresser un questionnaire aux membres de la Commission permanente pour obtenir des renseignements sur : "i) les politiques et les programmes d'atténuation de la pauvreté sur lesquels chaque pays souhaiterait obtenir des renseignements; ii) les politiques et les programmes que chaque pays est disposé à présenter en détail;", et à présenter les résultats à la deuxième session de la Commission permanente. Ce questionnaire a été adressé en mars 1993 aux Etats membres de la Commission permanente et aux Etats qui participent aux travaux de la Commission en qualité d'observateurs. Trente-trois pays ont répondu au questionnaire.

2. Le questionnaire se composait de trois parties, dont deux étaient adressées à tous les pays, tandis que la troisième n'appelait des réponses que des pays donateurs.

3. Dans la première partie du questionnaire, les pays étaient invités à fournir des renseignements au sujet de huit domaines dans lesquels des programmes ou des politiques d'atténuation de la pauvreté avaient été entrepris, à savoir :

1. Le secteur productif;
2. Les programmes sociaux;
3. Les politiques macro-économiques et l'atténuation de la pauvreté;
4. L'organisation institutionnelle des programmes de réduction de la pauvreté;
5. La mobilisation de ressources pour l'atténuation et la réduction de la pauvreté;
6. Le commerce international;
7. Les politiques environnementales en rapport avec l'atténuation de la pauvreté; et
8. La population et les migrations.

Ces domaines correspondent aux grands domaines sur lesquels porte le programme de travail de la Commission permanente de l'atténuation de la pauvreté. Les réponses reçues ont été résumées dans trois colonnes distinctes : colonne A - politiques et programmes en cours; colonne B - domaines dans lesquels le pays pourrait souhaiter faire part de son expérience; et colonne C - domaines dans lesquels le pays souhaiterait obtenir des renseignements supplémentaires et bénéficier de l'expérience d'autres pays.

4. La deuxième partie du questionnaire visait à réunir des renseignements sur les départements/ministères/autorités des gouvernements dans les différents pays qui sont chargés de coordonner les activités relatives à l'atténuation de la pauvreté; les organisations non gouvernementales nationales et les instituts de recherche nationaux s'occupant spécifiquement de programmes d'atténuation de la pauvreté; et enfin l'existence éventuelle de bases de données informatisées et/ou statistiques sur la pauvreté dans les

1/ Voir annexe I, document TD/B/39(2)/13; TD/B/CN.2/5, par. 6.

différents pays. Les réponses à cette partie du questionnaire sont reproduites à l'annexe I de la présente étude.

5. La troisième partie du questionnaire s'adressait uniquement aux pays donateurs et portait plus particulièrement sur : les critères appliqués dans les programmes d'aide au développement concernant l'affectation de l'aide extérieure; l'appui spécifique apporté aux programmes de lutte contre la pauvreté dans les pays bénéficiaires; et les principales causes de succès ou d'échec des programmes de lutte contre la pauvreté, y compris l'évaluation de leur efficacité. Les réponses reçues sont résumées à l'annexe II de la présente étude.

1. LE SECTEUR PRODUCTIF

i) Promotion d'emplois productifs et d'emplois à forte intensité de travail

A. Programmes et politiques en cours

6. Parmi les pays qui ont répondu au questionnaire, ceux énumérés ci-après ont déclaré qu'ils avaient eu des programmes de promotion d'emplois productifs et d'emplois à forte intensité de travail en cours d'exécution : Argentine, Australie (donateur), Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Guinée équatoriale, Malaisie, Mexique, Norvège (donateur), Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Suisse (donateur), Thaïlande, Tunisie et Turquie.

7. La plupart des pays englobent dans les politiques destinées à promouvoir le secteur productif, dans le contexte de la pauvreté, la promotion des petites entreprises (Malaisie, Paraguay, Suisse, Turquie) et des micro-entreprises (Argentine, Australie, Colombie, Mexique, Banque nationale suisse pour l'agriculture et le développement) ou du secteur privé en général (Australie).

8. La promotion des activités susmentionnées est assurée au moyen de politiques et de programmes sectoriels de développement rural (Tunisie - Programme de développement rural (PDR); Programme de développement rural intégré (PDRI); Argentine - Programme de développement rural pour les petits producteurs de NOA et CUYO; Australie), de développement agricole (Mexique; Tunisie - Fonds spécial de développement agricole - FOSDA), le développement urbain (Tunisie - Programme de développement urbain intégré - PDU), de développement industriel (Thaïlande; Pakistan), le développement du commerce et des services (Thaïlande) et de domaines particuliers tels que les exportations de vêtements (Bangladesh; Sri Lanka - Programme de mise en place de 200 fabriques de vêtements), la pêche (Guinée équatoriale; Tunisie - Fonds spécial pour l'encouragement de la pêche - FOSEP), l'élevage (Argentine; Mexique), la construction de logements (Paraguay), l'artisanat (Tunisie; Brésil - Programme national d'artisanat; Suisse), le petit commerce (Fonds tunisien pour l'artisanat et la promotion du petit commerce) et les industries extractives (Mexique).

9. La plupart des programmes ne sont pas explicitement axés sur la promotion d'emplois à forte intensité du travail et ont un caractère assez général. Toutefois, certains pays se sont plus particulièrement fixés un objectif de

création d'emplois, que ce soit d'une manière générale (Pakistan), ou en s'attachant à des secteurs qui sont par définition à forte intensité de travail (par exemple habillement, artisanat). Dans ce contexte, la Malaisie a indiqué qu'elle avait entrepris de promouvoir les industries à forte intensité de travail, en particulier dans le secteur non traditionnel, et l'Argentine également (Programme de création d'emplois à forte intensité de main-d'oeuvre).

B. Communications proposées

10. La mise en commun des données d'expérience, sous forme de communications, a été proposée dans les domaines ci-après :

- Stratégie ouverte d'un développement fondé sur les industries à forte intensité de travail des années 60 (République de Corée);
- Industrialisation dans des secteurs à forte intensité de travail afin d'employer des jeunes pauvres, et plus particulièrement des femmes (Sri Lanka);
- Programmes d'encouragement à l'emploi (Tunisie);
- Programmes de prêts, de formation et de commercialisation pour les micro-entreprises (Colombie);
- Expérience acquise dans le cadre du Fonds national de l'emploi (Cameroun).

C. Renseignements recherchés

11. Des renseignements ont été demandés dans les domaines ci-après :

- Promotion des petites et micro-entreprises à forte intensité de travail (Mexique);
- Projets de création d'emplois (Turquie; Allemagne; Brésil; Philippines - ces pays s'intéressent tout particulièrement à l'expérience des nouveaux pays industriels en Asie);
- Techniques d'évaluation des programmes (Tunisie);
- Expérience du ciblage des programmes sur les pauvres (Allemagne);
- Projets à forte intensité de travail (Cameroun).

ii) Accès aux actifs productifs (terre, capital, technologie et infrastructure)

A. Programmes et politiques en cours

12. Les pays ci-après ont entrepris la mise en oeuvre de politiques visant à faciliter l'accès aux actifs productifs : Argentine, Australie (donateur),

Brésil, Guinée équatoriale, Malaisie, Mexique, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, République de Corée, Suisse (donateur), Thaïlande, Tunisie et Turquie.

13. L'accent est mis principalement sur l'agriculture - sous forme de programmes ayant trait au développement agricole (Tunisie, Malaisie, Mexique, Philippines), à la réforme agraire (Thaïlande - politique de réforme agraire; Brésil; Paraguay), ou à la mise en valeur des terres (Brésil, Malaisie). D'autres programmes portent sur les domaines ci-après : infrastructure (Philippines, Malaisie, Turquie); amélioration de l'accès au crédit (Paraguay, Mexique); technologie (Australie - qui aide au transfert de technologie en qualité de donateur; Malaisie - qui met des procédés modernes à la disposition des pauvres; Mexique); et commercialisation (Mexique, Malaisie, Philippines).

B. Communications proposées

- Réforme agraire de 1948 et de 1950 (République de Corée);
- Programme d'assistance aux familles dans le besoin (Tunisie).

C. Renseignements recherchés

- Transfert de technologie au secteur des petites entreprises (Mexique);
- Financement de projets socio-économiques visant à accroître les revenus de la terre (Brésil);
- Expérience des programmes de crédit fondés sur les taux et les conditions du marché (Allemagne);
- Expérience en matière de réforme agraire (Allemagne).

iii) Appui aux activités productives (formation technique, politiques de fixation des prix, cadre de réglementation pour l'expansion des activités commerciales et productives)

A. Programmes et politiques en cours

14. Les pays ci-après ont entrepris de mettre en oeuvre des politiques d'appui aux activités productives susmentionnées : Argentine, Arménie, Australie (donateur), Bangladesh, Brésil, Guinée équatoriale, Malaisie, Mexique, Norvège (donateur), Pakistan, Paraguay, Philippines, République de Corée, Suisse (donateur), Thaïlande, Tunisie et Turquie.

15. La plupart des pays ont des programmes de formation (Argentine, Chili, Tunisie, Thaïlande, Suisse, République de Corée, Turquie, Paraguay); dans certains pays, ces programmes sont plus particulièrement ciblés sur les pauvres ou les chômeurs (République de Corée - dispense des frais de scolarité pour les pauvres; Turquie). L'accent est mis sur la formation professionnelle et technique et les formes d'apprentissage qui peuvent être immédiatement mises en pratique dans les entreprises (Tunisie - stages professionnels

intégrés, fonds d'intégration et d'adaptation professionnelles; Thaïlande - politique de développement des qualifications de la main-d'oeuvre; Paraguay, République de Corée - formation professionnelle gratuite) ainsi que sur les programmes de formation destinés à la jeunesse (Chili, République de Corée - enseignement gratuit et obligatoire).

16. Certains pays ont indiqué qu'ils avaient mis en place un cadre complémentaire de réglementation, en adoptant par exemple un code de l'investissement (Paraguay - loi sur la promotion des investissements), en créant un comité de l'investissement (Bangladesh) et un office de privatisation (Bangladesh) pour aider à commercialiser et à diversifier la production (projet DICSA de la Guinée équatoriale) ou pour fournir une assistance technique (coopératives du travail en Argentine, par exemple).

B. Communications proposées

- Promotion de l'emploi et intégration des jeunes (Tunisie);
- Programme national d'artisanat (Brésil);
- Comité de l'investissement et Office de privatisation (Bangladesh).

C. Renseignements recherchés

- Compatibilité des activités d'appui (Tunisie);
- Politique de fixation des prix - cadre de réglementation (Guinée équatoriale);
- Formation dans les activités productives (Brésil);
- Mesures financières inédites en faveur des micro-entreprises urbaines et rurales (Mexique).

2. PROGRAMMES SOCIAUX

i) Accès aux services sociaux (élaboration des politiques, fourniture de services, combinaison de filières de distribution, financement des services sociaux)

A. Programmes et politiques en cours

17. Les pays ci-après ont entrepris la mise en oeuvre de politiques visant à faciliter l'accès aux services sociaux : Argentine, Arménie (en préparation), Australie (donateur), Brésil, Cameroun, Chili, Guinée équatoriale, Malaisie, Mexique, Norvège (donateur), Japon (donateur), Jordanie, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie et Turquie.

18. L'accès aux services sociaux est défini comme étant l'accès à la nourriture, à un abri, à la santé, à l'éducation et aux principaux services d'infrastructure comme l'eau, les égouts et l'électricité. Certains pays ont de vastes programmes de services sociaux (Argentine - programme social

d'ensemble; Brésil; Pérou - Fonds national de péréquation et de développement social - FONCODES) ou s'occupent de ce domaine par le biais d'institutions spécifiquement axées sur la lutte contre la pauvreté (Fonds d'affectation spéciale de Janasaviya à Sri Lanka).

19. Des programmes précis répondent à la gamme étendue des besoins essentiels, à savoir :

- a) Programmes alimentaires : Argentine, Brésil (programme alimentaire pour les travailleurs non manuels), Malaisie (programme alimentaire pour les enfants), Mexique, Pakistan, Pérou;
- b) Programmes de logement : Argentine, Malaisie, Mexique (appui à la construction de logements sociaux), Paraguay (construction d'habitations à loyer modéré), République de Corée (projet permanent de logements à usage locatif), Tunisie (programme national de logements sociaux);
- c) Programmes de santé : Argentine (soins médicaux pour les retraités, lutte contre le choléra, programme de vaccination massive), Australie, Cameroun, Chili, Guinée équatoriale (en particulier lutte contre le paludisme et le SIDA), Malaisie, Paraguay, Thaïlande, Tunisie (soins médicaux gratuits), Turquie (carte d'accès gratuit aux services de santé pour les pauvres);
- d) Education : Argentine, Australie, Cameroun, Chili, Mexique (bourses d'études au bénéfice des étudiants pauvres), Malaisie (bourses d'études pour les enfants), Paraguay, Thaïlande, Tunisie;
- e) Services d'infrastructure : Approvisionnement en eau (Argentine, Chili, Malaisie, Mexique), services d'égouts, téléphone (Mexique), services essentiels d'infrastructure comme l'eau, l'électricité, la voirie (Tunisie - Fonds national de solidarité "2626").

20. Les programmes ayant trait aux services sociaux sont destinés plus particulièrement aux groupes les plus vulnérables parmi les pauvres, notamment les enfants et les adolescents, les femmes, les personnes âgées et handicapées.

B. Communications proposées

C. Renseignements recherchés

- Recyclage et réadaptation du personnel licencié (Bangladesh);
- Financement des services sociaux (Tunisie, Roumanie);
- Réadaptation professionnelle et programmes de services sociaux d'autres pays (Brésil);
- Systèmes de financement du logement (République de Corée);
- Systèmes de prestation de services d'aide sociale (République de Corée);
- Coordination des politiques d'aide sociale (République de Corée);
- Mobilisation de ressources privées pour les systèmes d'aide sociale (République de Corée);
- Approches intégrées à la prestation de services adoptées par les pays développés (Philippines);
- Exploitation d'un système d'information sanitaire (Guinée équatoriale).

ii) Filets de protection (mécanismes de transfert, problèmes particuliers des pays en transition à cet égard, ciblage de programmes spécifiques) et mécanismes de protection sociale

A. Programmes et politiques en cours

21. Les pays ci-après ont adopté des mesures sociales de soutien en faveur des pauvres : Argentine, Arménie (en cours d'élaboration), Australie (donateur), Autriche, Bangladesh, Brésil, Chili, Guinée équatoriale, Malaisie, Mexique, Norvège (donateur), Paraguay, Philippines, Pologne, République de Corée, Roumanie, Slovaquie, Thaïlande, Tunisie et Turquie.

22. La plupart des pays appliquent sous une forme ou sous une autre un programme social, désigné sous le nom de programme, de régime ou de mécanisme de protection sociale (République de Corée, Pologne, Pakistan - régime Zakat et fonds Baitul Mal), de programme social (Argentine), de programme d'assistance sociale (Slovaquie) ou de programme d'action sociale (Tunisie). De manière plus spécifique, des régimes de sécurité sociale fonctionnent dans certains pays (Guinée équatoriale, République de Corée, Thaïlande, Turquie). Des mesures de sauvegarde sont prises pour les segments les plus vulnérables de la population, en particulier les retraités pauvres (Argentine, Turquie) ou la section la plus pauvre de la population (Chili). Les personnes touchées par les compressions d'effectifs reçoivent une aide par le biais de politiques d'encouragement à l'embauche (Argentine, Guinée équatoriale), en particulier de projets de recyclage (Bangladesh) et de programmes "Vivres contre travail" (Bangladesh).

B. Communications proposées

- Systèmes de sécurité sociale et de réformes constitutionnelles (Brésil);
- Allocations familiales ciblées sur les secteurs les plus pauvres de la population (Chili);
- Politique de l'emploi (Guinée équatoriale);
- Réforme du système de protection sociale et de l'emploi (Malaisie, Pologne);
- Transformation du système de protection sociale et des conditions d'emploi comme faisant partie intégrante de la transformation du régime politique (Pologne);
- Expérience de mécanismes sociaux ciblés, subventions en particulier (Chili);
- Politiques en matière de transferts sociaux et programmes d'action sociale (Tunisie);

C. Renseignements recherchés

- Régimes et politiques de sécurité sociale (Cameroun, Guinée équatoriale, Paraguay);
- Méthodes de ciblage spécifique des pauvres et efficacité de ces méthodes pour atteindre leur objectif (Allemagne);
- Filets de protection, mécanismes de transfert et ciblage de programmes spécifiques (Roumanie);
- Assurance maladie et assurance chômage (Tunisie);
- Interventions visant à réduire les coûts sociaux d'un système élargi d'ajustement structurel (Bangladesh);
- Problèmes que soulèvent les filets de protection dans les pays en transition (Pologne, Turquie);
- Rôle du gouvernement central et des autorités locales dans les filets de protection sociale (Pologne);
- Institutionnalisation d'un revenu minimum garanti (Pologne);
- Régimes valables et efficaces employés dans les pays en développement (Philippines);
- Autres formes d'indemnités versées aux sections les plus pauvres de la population (Chili);

- Intégration de fonds de secours et de régimes de sécurité sociale dans les pays de l'Union européenne (Brésil).

3. POLITIQUES MACRO-ECONOMIQUES ET ATTENUATION DE LA PAUVRETE

i) Effets des politiques macro-économiques et méso-économiques (y compris du choix des mesures de stabilisation et des choix budgétaires) sur la prévention et la réduction de la pauvreté

A. Programmes et politiques en cours

23. Des politiques macro-économiques et méso-économiques destinées à prévenir et à réduire la pauvreté sont actuellement appliquées dans les pays ci-après : Argentine, Autriche, Bangladesh, Brésil, Chili, Guinée équatoriale, Jordanie, Malaisie, Mexique, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie et Turquie. Trois pays, à savoir l'Australie, la Norvège et la Suisse, sont intéressés en tant que donateurs.

24. La stabilité macro-économique globale est généralement considérée comme de la plus haute importance (Chili, Brésil, Guinée équatoriale, Philippines), de même que la croissance économique (Pakistan). Parallèlement toutefois, la stabilisation et la croissance macro-économiques doivent être appuyées par des mesures de lutte contre la pauvreté destinées à améliorer la situation socio-économique des pauvres et à instaurer une répartition équitable des revenus (Malaisie; Pakistan; Thaïlande; Sri Lanka - Stratégie macro-économique de lutte contre la pauvreté de Janasaviya; Pérou - Stratégie nationale d'atténuation de la pauvreté). Des mesures spéciales ont été mises au point pour maintenir ou accroître le niveau des revenus réels (Autriche, Paraguay). Des politiques de fixation des prix sont aussi utilisées pour aider les pauvres (Jordanie, République de Corée). Certains pays apportent un soutien à des projets particuliers d'investissement dans des régions de développement prioritaires (Turquie).

B. Communications proposées

- Expérience du système élargi d'ajustement structurel (Bangladesh);
- Réformes sectorielles (Bangladesh);
- Politiques d'investissement social en rapport avec le développement (Chili);
- Stratégie macro-économique de lutte contre la pauvreté (Sri Lanka);
- Evaluation de l'aide budgétaire au Mozambique (Suisse);
- Expérience du programme d'ajustement structurel exécuté avec le Fonds monétaire international/la Banque mondiale (Guinée équatoriale).

C. Renseignements recherchés

- Politiques d'intégration des marchés de l'emploi (Tunisie);
- Politiques visant à accroître la compétitivité et la productivité nationales (Chili);
- Analyses des dépenses publiques (Suisse);
- Réduction de la pauvreté dans le cadre de programmes d'ajustement structurel (Guinée équatoriale);
- Mesures générales visant à protéger les pauvres (République de Corée).

ii) Interventions visant à réduire les coûts sociaux des programmes d'ajustement structurel pour les pauvres

A. Programmes et politiques en cours

25. Les pays qui mettent en oeuvre des politiques et des mesures particulières pour réduire les coûts sociaux que les programmes d'ajustement structurel font peser sur les pauvres sont notamment les suivants : Argentine, Australie (donateur), Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chili, Guinée équatoriale, Jordanie, Norvège (donateur), Paraguay, Pérou, Philippines, Suisse (donateur), Tunisie et Turquie.

26. Des filets de protection sociale servent à réduire, dans certains pays (Philippines), les coûts sociaux de l'ajustement structurel. Certains pays (Argentine) envisagent aussi d'affecter des ressources accrues au secteur social et aux pauvres en particulier. Parmi les aides sociales accordées, les répondants citent notamment : les subventions alimentaires et subventions aux services de base (Jordanie), l'attribution de logements bon marché (Paraguay) et des prêts à taux privilégiés destinés aux pauvres (Guinée équatoriale). La Tunisie met en oeuvre un programme spécial de soutien et d'aide aux familles nécessiteuses. Le Cameroun, de son côté, a mis en train un projet intitulé "Dimensions sociales de l'ajustement".

27. Certains mettent aussi l'accent sur une politique d'emploi particulièrement active (Bangladesh, Cameroun) et sur la sauvegarde ou l'augmentation des salaires réels (Paraguay, Turquie).

B. Communications proposées

- Les interventions visant à atténuer les coûts sociaux du recours à la facilité d'ajustement structurel élargie (Bangladesh);
- La stratégie de croissance dans l'équité (Chili);
- La coopération avec des organismes publics et des sociétés (Guinée équatoriale);

- Le programme de soutien et d'aide aux familles nécessiteuses (Tunisie).

C. Renseignements recherchés

- Les programmes de stabilisation conjoncturelle (Brésil);
- Les enquêtes sur les niveaux de vie (Tunisie).

iii) Stratégies globales de développement et modèles appropriés pour la prévention, l'atténuation et la réduction de la pauvreté

A. Programmes et politiques en cours

28. Des stratégies de développement axées sur la prévention de la pauvreté et favorisant l'atténuation et la réduction de la pauvreté sont mises en oeuvre dans les pays suivants : Brésil, Guinée équatoriale, Pakistan, Pérou, Sri Lanka, Tunisie et Turquie. L'Australie, la Norvège et la Suisse apportent une aide en tant que donateurs.

29. Il est désormais admis que les politiques de prévention, d'atténuation et de réduction de la pauvreté doivent être intégrées à des stratégies globales de développement (Guinée équatoriale), voire sous la forme d'une stratégie spécialement axée sur la lutte contre la pauvreté (c'est le cas du Pérou qui a adopté une stratégie nationale d'atténuation de la pauvreté). Il y a lieu, à ce propos, d'envisager une stratégie de croissance ou de développement dans l'équité (suggestion du Chili). La stratégie de développement est ici interprétée comme une notion large revêtant non pas seulement un aspect économique, mais aussi des aspects social et culturel (Brésil). Le centre d'intérêt doit correspondre aux groupes de population les plus touchés (Bangladesh) ou aux secteurs/régions les plus atteints (Turquie - projet relatif au sud-est de l'Anatolie).

30. Certains pays ont fait valoir qu'il serait utile de mener un débat à l'échelle internationale sur les stratégies de lutte contre la pauvreté (Sri Lanka, citant le Consensus sur l'éradication de la pauvreté en Asie du Sud d'ici à l'an 2002, adopté au Sommet de Dacca; Australie).

B. Communications proposées

- La croissance dans l'équité (Chili);
- La stratégie nationale d'atténuation de la pauvreté (Pérou);
- Le programme de défense sociale, l'intégration des handicapés et la campagne d'alphabétisation (Tunisie);
- Le projet relatif au sud-est de l'Anatolie (Turquie);
- La stratégie de macro/microdéveloppement aux fins de l'atténuation de la pauvreté (Sri Lanka).

C. Renseignements recherchés

- La reconversion et la réinsertion des effectifs victimes de délestage (Bangladesh);
- Les programmes "Vivres contre travail" (Bangladesh);
- La valorisation des groupes vulnérables (Bangladesh);
- Les politiques à forte intensité de main-d'oeuvre (Cameroun);
- La promotion des capacités de production et du potentiel des pauvres (Allemagne);
- Le développement dans l'équité (Paraguay).

4. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DES PROGRAMMES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE**i) Bonne gestion et renforcement des capacités (cadre législatif et réglementaire; systèmes de planification; décentralisation)****A. Programmes et politiques en cours**

31. Les pays qui adoptent des mesures pour améliorer la gestion des programmes de lutte contre la pauvreté et renforcer leurs capacités institutionnelles de lutte sont notamment les suivants : Argentine, Australie (donateur), Bangladesh, Brésil, Chili, Guinée équatoriale, Jordanie, Malaisie, Mexique, Norvège (donateur), Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie et Turquie.

32. Les répondants (Tunisie, Philippines) reconnaissent qu'il importe de renforcer l'infrastructure institutionnelle compétente en matière de lutte contre la pauvreté, en particulier le cadre législatif, sur le plan tant de l'administration centrale que de l'administration locale.

33. Certains pays signalent qu'ils ont renforcé les organismes publics travaillant à l'atténuation de la pauvreté, et ont notamment redéfini leur rôle (Argentine, Malaisie, Panama, République de Corée). Des institutions spéciales, fonds ou banques, ont été créés dans certains pays aux fins de la lutte contre la pauvreté (le Fonds économique et social (FES) au Panama; le Fonds national pour l'équité et le développement social (FONCODES) au Pérou; le Fonds de solidarité et d'investissement social (FOSIS) au Chili; le Fonds de soutien à l'aide sociale et à la solidarité en Turquie; le Trust Fund Janasaviya à Sri Lanka; et la Banque Grameen au Bangladesh).

34. Certains pays qui procèdent actuellement à des essais de décentralisation s'emploient à favoriser la participation de la population locale aux programmes de lutte contre la pauvreté (Argentine, Australie, Malaisie, Mexique, Paraguay, Philippines).

35. Vu le rôle important que les organisations non gouvernementales (ONG) jouent dans l'atténuation de la pauvreté, il convient aussi de développer la coopération entre le secteur public et l'action bénévole (Pologne).

B. Communications proposées

- Les programmes d'investissements publics (Guinée équatoriale);
- La coordination des programmes de lutte contre la pauvreté (Malaisie);
- Le Fonds national pour l'équité et le développement social - FONCODES (Pérou);
- Le Fonds de soutien à l'aide sociale et à la solidarité (Turquie);
- La mise en place d'infrastructures institutionnelles novatrices en vue de l'atténuation de la pauvreté (Sri Lanka).

C. Renseignements recherchés

- Les expériences de décentralisation (Brésil, République de Corée, Tunisie) et les plans de prestation décentralisée des services sociaux qui ont donné de bons résultats (Philippines);
- La législation publique et le système de planification (Brésil, Tunisie);
- Les structures et fonctions du Ministère de l'action sociale (Chili);
- Les approches nouvelles en vue d'une politique sociale axée sur les pauvres (Paraguay);
- La prévention de la pauvreté (Pologne);
- Les méthodes, techniques, planification et gestion des activités de protection sociale, en particulier la formation du personnel (Pologne).

ii) Mobilisation et organisation sociales des pauvres : participation de la population et des pauvres au développement, y compris la participation des femmes

A. Programmes et politiques en cours

36. Les pays ayant adopté une politique visant à encourager la mobilisation et l'organisation sociales des pauvres et leur participation au processus du développement sont notamment les suivants : Argentine, Australie (donateur), Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chili, Guinée équatoriale, Japon (donateur), Jordanie, Malaisie, Mexique, Norvège (donateur), Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Sri Lanka, Suisse (donateur), Thaïlande, Tunisie et Turquie.

37. Les pays répondants soutiennent dans l'ensemble les activités en question (Argentine, Australie, Bangladesh, Chili, Paraguay, Philippines, Pologne). Au Mexique, par exemple, la population est organisée en "comités de solidarité" participant à la gestion des solutions appliquées à des problèmes particuliers liés aux services sociaux.

38. Conscients de la contribution que les ONG apportent à l'atténuation de la pauvreté, un certain nombre de pays ont mis en train des programmes visant à faciliter leurs activités (Australie, Japon, Malaisie - qui accordent un soutien financier aux ONG, Pologne - qui a mis en train un projet pilote favorisant la création d'ONG).

39. Il est accordé une importance particulière à la participation des femmes à ce type d'activités. Certains pays ont créé des institutions chargées des questions concernant la femme (par exemple, le Département de la promotion de la femme en Guinée équatoriale) ou bien ont mis en train des programmes destinés à favoriser la promotion de la femme (Paraguay) et la participation des femmes à des projets de développement et leur accession à des activités rémunérées (Australie, Brésil, Cameroun, Chili, Jordanie, Turquie). La Suisse apporte un soutien à des programmes en faveur des femmes au Bangladesh et en Inde.

B. Communications proposées

- Les programmes d'atténuation de la pauvreté et le rôle des ONG (Bangladesh);
- Le Conseil national des droits de l'enfant et de l'adolescent (CONANDA) (Brésil);
- La création de coopératives féminines (Guinée équatoriale);
- Le Fonds national pour l'équité et le développement social (FONCODES) (Pérou);
- Les projets en faveur de l'intégration des familles nécessiteuses (Tunisie);
- Les programmes sociaux participatifs (Chili).

C. Renseignements recherchés

- Des initiatives auxquelles participent des organismes gouvernementaux et des organisations non gouvernementales (Brésil);
- La participation des pauvres au processus de développement (Guinée équatoriale);
- Les approches sectorielles de l'atténuation de la pauvreté (Allemagne);
- Comment surmonter la pauvreté de masse (Allemagne);

- Les critères assurant le succès des programmes de lutte contre la pauvreté et l'expérience acquise en matière d'échecs dans le même domaine (Allemagne);
- Le développement local et la mobilisation des populations locales (Mexique, Pologne);
- La participation des pauvres à la conception et à l'exécution de projets (Suisse, Tunisie);
- Le rôle des ONG (Bangladesh).

5. MOBILISATION DE RESSOURCES POUR L'ATTENUATION ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

i) Mobilisation des ressources intérieures en faveur des pauvres

A. Programmes et politiques en cours

40. Des politiques et des programmes destinés à mobiliser des ressources intérieures en faveur de l'atténuation de la pauvreté sont appliqués et exécutés dans les pays suivants : Argentine, Australie (donateur), Autriche, Bangladesh, Brésil, Colombie, Guinée équatoriale, Jordanie, Malaisie, Mexique, Pakistan, Panama, Paraguay, Philippines, République de Corée, Thaïlande, Tunisie et Turquie.

41. Un certain nombre de pays répondants affectent une partie du budget public à l'action sociale, soit au secteur social en général (ou au secteur du développement humain), soit à l'atténuation de la pauvreté en particulier (Argentine, Bangladesh, Brésil, Malaisie, Mexique, Paraguay, Philippines, Thaïlande, Tunisie). Un certain nombre de programmes sont conçus à des fins sociales et aux fins de la lutte contre la pauvreté (Argentine, programme de dépenses sociales; Australie, programmes d'aide alimentaire à valeur monétaire; Brésil, programme de gestion de l'emploi et du revenu - PROGER; Malaisie, programmes d'éradication de la pauvreté; Panama, programme d'investissements publics; Thaïlande, politique d'amélioration de la qualité de la vie et des conditions d'existence en faveur des pauvres).

42. Certains pays ont mis en place des régimes ou des fonds sociaux en faveur des pauvres (Brésil, Fonds de garantie au titre de la durée des services - FGTS - et Fonds de sécurité sociale; Colombie, Fonds d'investissement social; Jordanie, Fonds de développement et d'emploi et Fonds national d'aide; Pakistan, Régimes Zakat et Ushr; République de Corée, Fonds de protection sociale; Tunisie, Fonds national de solidarité "2626"; Turquie, Fonds de soutien à l'aide sociale et à la solidarité).

43. Au Pakistan, les ressources dégagées au moyen de privatisations servent à apporter des aménagements au secteur social, essentiellement à l'enseignement primaire et secondaire, aux services de santé et à la protection de la femme. En Tunisie, des associations et des mouvements contribueraient à mobiliser les ressources intérieures en faveur des pauvres.

B. Communications proposées

- La priorité accordée à l'atténuation de la pauvreté (Bangladesh);
- Le Fonds de garantie au titre de la durée des services - FGTS (Brésil);
- Le Fonds et le régime de sécurité sociale, ressource principale du régime de protection sociale (Brésil);
- Le budget public de la politique sociale (Mexique).

C. Renseignements recherchés

- Les fonds d'investissements sociaux non financiers (Brésil);
- Les projets bancaires intégrés (Brésil);
- Les ressources financières affectées à la protection sociale et aux régimes de sécurité sociale (Brésil);
- Le fonctionnement des fonds d'investissements sociaux (Colombie);
- Les systèmes de crédit autorenouvelable et d'épargne (Allemagne);
- Le financement des programmes d'éradication de la pauvreté (Malaisie);
- Les systèmes de promotion de l'autofinancement (Tunisie).

ii) Besoins en ressources extérieures et mobilisation de ces ressources en vue de compléter et d'appuyer les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté; efficacité des programmes et des projets d'aide au développement visant à lutter contre la pauvreté (y compris la gestion et la coordination de l'aide)

A. Programmes et politiques en cours

44. Font appel à des ressources extérieures pour soutenir leurs programmes de lutte contre la pauvreté les pays ci-après : Bangladesh, Brésil, Cameroun, Guinée équatoriale, Malaisie, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines et Tunisie. L'Australie et la Norvège apportent leur aide à des programmes de lutte contre la pauvreté exécutés dans les pays en développement en qualité de donateurs.

45. Fournissent des ressources extérieures les gouvernements (Philippines, Tunisie), les organisations internationales (Guinée équatoriale, Tunisie) telles que la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le PNUD (Malaisie), l'UNICEF (Panama) et les ONG (Tunisie, Bangladesh). L'aide est ciblée sur les programmes d'investissement (Guinée équatoriale), sur des projets d'infrastructure et des projets agricoles conçus essentiellement en faveur des ménages ruraux pauvres (Malaisie), sur le logement et l'assainissement (remise en état de quartiers de taudis au Brésil) et sur des programmes "Vivres contre travail" (Bangladesh).

B. Communications proposées

- L'évaluation du rôle des ONG (Bangladesh);
- Le programme d'action sociale dans le domaine de l'assainissement - PROSEGE (Brésil);
- Le programme d'infrastructures sociales pour la remise en état de zones urbaines dégradées - PROSIN (Brésil);
- Le financement des programmes d'éradication de la pauvreté et les prêts de la Banque mondiale, du PNUD et les prêts sous forme de crédits en yen (Malaisie).

C. Renseignements recherchés

- Les expériences positives sanctionnant des projets bénéficiant de financements extérieurs (Brésil);
- Les vues des pays en développement sur l'efficacité du soutien accordé par les donateurs à des programmes de lutte contre la pauvreté et les contraintes liées à ce soutien (Allemagne);
- La gestion de l'aide (Philippines);
- Le rôle des réseaux internationaux et nationaux d'ONG dans le financement des projets d'aide au développement (Tunisie).

6. COMMERCE INTERNATIONAL

i) Promotion des exportations de biens et de services à forte intensité de main-d'oeuvre

A. Programmes et politiques en cours

46. Pratiquent sous une forme ou sous une autre la promotion des exportations à forte intensité de main-d'oeuvre les pays ci-après : Argentine, Australie (donateur), Bangladesh, Malaisie, Paraguay, Philippines, République de Corée, Suisse (donateur), Thaïlande, Tunisie et Turquie.

47. Selon certains, c'est la croissance économique qui favorise le plus la création d'emplois et, par conséquent, l'atténuation de la pauvreté. La croissance des exportations agit dans le même sens, créant des débouchés en matière d'emplois à la fois dans le secteur traditionnel et dans le secteur moderne (Malaisie, Mexique). Il n'y a par conséquent en règle générale pas de programmes spéciaux qui rattachent le commerce international à l'atténuation de la pauvreté (Mexique).

48. Les pays ont pour politique de promouvoir les exportations en général (voir le programme PROPARAGUAY du Paraguay), en encourageant l'exportation d'articles à forte intensité de main-d'oeuvre (la Thaïlande a mis cette politique en oeuvre dans les secteurs industriel, commercial et le secteur des services; la République de Corée fait de même), et en apportant leur soutien à

certaines activités (la Tunisie favorise le tourisme et l'artisanat; le Bangladesh favorise l'exportation de vêtements; les Philippines favorisent l'agro-industrie; la Malaisie favorise les secteurs non traditionnels; le Paraguay favorise l'exportation d'articles manufacturés; l'Argentine a mis en train un programme de promotion à l'exportation d'articles d'agro-industrie non traditionnels - le PROMEX). Certains fournissent également une aide à la commercialisation (identification des marchés au Paraguay) et au développement de la petite entreprise (Turquie). Les pays donateurs apportent leur aide par le truchement de programmes multilatéraux (Centre du commerce international CNUCED/GATT et CNUCED) ou bien sur le plan bilatéral (Office suisse d'expansion commerciale).

B. Communications proposées

- Le potentiel d'exportation des vêtements (Bangladesh);
- La promotion de l'exportation et l'élaboration d'une politique d'export/import (Pakistan).

C. Renseignements recherchés

- Les institutions participant aux programmes de promotion des exportations (Slovaquie);
- L'harmonisation des politiques et programmes d'exportation et de l'atténuation de la pauvreté (Sri Lanka).

ii) Participation des petites entreprises au commerce international

A. Programmes et politiques en cours

49. La participation des petites entreprises au commerce international est favorisée par des mesures particulières dans les pays suivants : Argentine, Arménie (le système est en cours d'élaboration), Australie (donateur), Brésil, Malaisie, Norvège (donateur), Pakistan, Paraguay, Philippines, République de Corée, Suisse (donateur) et Tunisie.

50. Les pays cherchent à favoriser une plus grande participation des petites entreprises au commerce international en accordant des incitations fiscales aux petites et moyennes entreprises qui exportent (République de Corée) ou en exécutant des programmes spéciaux (celui des jeunes promoteurs en Tunisie). Dans certains pays, le soutien est axé sur la promotion des exportations en tant que telle plutôt que sur les PME en particulier (Paraguay, Malaisie, Australie). Le Pakistan, toutefois, parle d'un projet de création d'une banque des petits exportateurs qui serait chargée de répondre aux besoins de ces derniers.

B. Communications proposées

Néant.

C. Renseignements recherchés

- Les micro-entreprises qui exportent des biens et services (Tunisie);
- Les créneaux de spécialisation internationale présentant de l'intérêt (Tunisie).

iii) Prévention ou atténuation des chocs extérieurs (mesures protectionnistes arbitraires, sanctions commerciales, baisse brutale des prix des produits de base) ayant des incidences sur les pauvres

A. Programmes et politiques en cours

51. Parmi les pays appliquant une politique destinée à prévenir ou atténuer les chocs extérieurs, il faut citer : l'Argentine, le Bangladesh, le Pakistan, la Suisse (donateurs), la Tunisie et la Turquie.

52. Les mesures les mieux adaptées existent, semble-t-il, dans le secteur agricole, sous la forme de stocks alimentaires régulateurs, par exemple, au Bangladesh; sous la forme de politiques de soutien à l'agriculture, en Turquie et en Argentine (qui prévoient, par exemple, des subventions aux petits éleveurs de moutons en Patagonie et aux producteurs de sucre, de laine et de coton), et sous la forme de participation aux accords de produit. Des mesures de soutien aux entreprises touchées par des chocs extérieurs sont déjà en place en Tunisie. Certains proposent de recourir à la diversification commerciale à titre de prévention contre les chocs extérieurs (Bangladesh).

B. Communications proposées

- Le soutien aux entreprises en difficulté sous l'effet de chocs extérieurs (Tunisie).

C. Renseignements recherchés

Néant.

iv) Diversification des exportations de biens et de services et stabilisation des recettes d'exportation ayant des incidences sur les revenus des pauvres

A. Programmes et politiques en cours

53. Des politiques de diversification et de stabilisation des recettes d'exportation sont appliquées dans les pays suivants : Argentine, Australie (donateur), Bangladesh, Guinée équatoriale, Norvège (donateur), Pakistan, Philippines, Suisse (donateur), Thaïlande et Tunisie.

54. Parmi les méthodes de diversification des exportations, les pays proposent la restructuration de l'agriculture (Thaïlande) et la promotion de la recherche et d'autres activités spécialisées liées à cette diversification (Tunisie). Pour stabiliser les recettes d'exportation, les pays proposent de recourir à un système de marchés publics (Pakistan, dans le cas de deux grands

produits d'exportation, le riz et le coton) et aussi au mécanisme Stabex (Guinée équatoriale). Une aide à la stabilisation est également assurée par le truchement des programmes multilatéraux du CCI ou par voie d'arrangements bilatéraux (Suisse, Australie).

B. Communications proposées

- La diversification du commerce (Bangladesh);
- L'évaluation des zones industrielles travaillant pour l'exportation (Bangladesh).

C. Renseignements recherchés

- Les mécanismes de stabilisation des recettes d'exportation en temps de crise (Tunisie);
- L'identification de marchés d'exportation potentiels (Guinée équatoriale).

7. POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES EN RAPPORT AVEC L'ATTENUATION DE LA PAUVRETE

A. Programmes et politiques en cours

55. L'Argentine, l'Australie (donateur), le Brésil, le Chili, la Guinée équatoriale, le Japon (donateur), la Malaisie, le Mexique, la Norvège (donateur), le Pakistan, le Panama, le Paraguay, les Philippines, la Suisse (donateur), la Thaïlande et la Tunisie ont mis en oeuvre des programmes et des politiques particulières dans ce domaine. Par exemple, la Thaïlande cite sa politique de développement écologique destinée à améliorer la qualité de la vie. Le Brésil a mis en train un programme relatif à l'assainissement; des projets écologiques sont mis en oeuvre au Chili (gestion des déchets solides, lutte contre la pollution atmosphérique); le Pakistan a adopté une stratégie nationale de la conservation; et l'Argentine a mis en train un programme national de l'eau potable. La Malaisie, le Mexique, la Suisse et le Chili insistent beaucoup sur le développement durable et la préservation de l'environnement. Divers programmes visent en fait à relever les revenus des pauvres tout en assurant en même temps la préservation de l'environnement (s'agissant, par exemple, de la lutte contre la surexploitation des pêches ou de l'intégration de l'élevage bovin à la culture du palmier à huile en Malaisie, ou encore de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles au Chili). Certains notent que l'insuffisance des infrastructures institutionnelles peut faire obstacle à la mise en oeuvre d'une politique de l'environnement (Paraguay).

B. Communications proposées

Néant.

C. Renseignements recherchés

- Des données d'expérience dans le domaine de l'assainissement et la remise en état de zones urbaines dégradées (Brésil);
- Des formules destinées au règlement des conflits portant sur l'environnement (Chili);
- Un cadre institutionnel pour les politiques de l'environnement (Tunisie);
- Les politiques de l'environnement et l'atténuation de la pauvreté en milieu rural (Mexique).

8. POPULATION ET MIGRATIONS

i) Migrations liées à la pauvreté

A. Programmes et politiques en cours

56. Des programmes et des politiques visant à limiter les migrations liées à la pauvreté ont été adoptés dans les pays ci-après : Australie (donateur), Bangladesh, Brésil, Guinée équatoriale, Malaisie, Panama, Paraguay, Philippines, République de Corée, Suisse (donateur) et Tunisie.

57. Les programmes conçus pour empêcher les mouvements migratoires entre le milieu rural et le milieu urbain s'appuient généralement sur l'idée retenue pour principe qu'il faut donner la priorité au développement rural (Australie, Bangladesh, République de Corée, Tunisie), y compris à la réforme agraire (Paraguay), à un développement régional équilibré (République de Corée) et à la décentralisation de l'industrie (République de Corée, Tunisie). Certains signalent qu'il importe de créer des emplois en milieu rural car c'est un moyen d'empêcher l'exode de la population rurale et de maintenir celle-ci au sein des communautés d'origine (Bangladesh, Guinée équatoriale, Malaisie, Paraguay). Certains pays ont adopté des programmes associant population et développement (Panama, Paraguay, Philippines). La Malaisie cherche à renforcer la capacité des centres urbains à absorber les migrants ruraux. Des programmes de secours d'urgence destinés aux réfugiés (Australie) et des programmes bilatéraux liés aux migrations (Suisse) sont financés par des pays donateurs. La Tunisie a mis au point un programme tendant à faciliter la réintégration de travailleurs tunisiens revenant de l'étranger. L'Argentine adopte des mesures pour légaliser la situation des immigrants étrangers se trouvant dans le pays.

B. Communications proposées

- Les programmes de développement rural intégré et de soutien aux jeunes (Tunisie).

C. Renseignements recherchés

- Comment lutter contre l'exode rural (Tunisie);
- Les politiques visant à équilibrer le milieu urbain et le milieu rural (Mexique);
- Les rapports entre migrations et pauvreté (Brésil).

ii) Régulation de l'accroissement démographique

A. Programmes et politiques en cours

58. Les pays qui pratiquent une régulation de l'accroissement démographique sont notamment les suivants : Australie (en qualité de donateur), Bangladesh, Guinée équatoriale, Mexique, Pakistan, Panama, Paraguay, Philippines, République de Corée, Thaïlande, Tunisie et Turquie. La Malaisie applique une politique de développement et de protection de la famille.

59. Il existe dans certains des pays ci-dessus deux grands types de programmes :

- a) Des programmes de planification familiale (Tunisie, Thaïlande, République de Corée, Brésil, Mexique, Turquie, Paraguay) sont parfois présentés sous la forme de programmes en faveur de la famille (Malaisie), de programmes de protection de la population (Pakistan), ou de programmes "population et développement" (Panama, Philippines) qui visent à améliorer globalement la qualité de la vie, en particulier dans les couches pauvres de la population. L'éducation et l'information sont particulièrement valorisées à cet égard (Bangladesh), notamment en ce qui concerne les programmes de promotion de la femme (suggestion de l'Australie).
- b) Des programmes de santé maternelle et infantile (Argentine, Panama, Paraguay, Bangladesh, notamment).

B. Communications présentées

- Le programme national de planification familiale (Mexique).

C. Renseignements recherchés

- L'expérience des pays les moins avancés (Bangladesh);
- Les soins aux nouveau-nés (Guinée équatoriale);
- Le problème des grossesses avant mariage (République de Corée);
- Les politiques de la famille (Brésil).

Argentina

Title of organization: Ministry of Labour and Social Security

Type of organization: Government

Name of contact: Dr. Carlos Raúl Torres

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Under-Secretary for Employment

Address:

Tel:

Fax:

Title of organization: Centre for Population Studies (CENEP)

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Avda. Corrientes 2817, 7th floor

Tel: 961-0309

Fax:

Some publications/research:

- Education and employment of women in marginal urban areas;
- Urban employment market, the informal sector and employment in San Miguel de Tucumán.

Title of organization: Centre for Studies on the State and Society (CEDES)

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Sánchez de Bustamante 29

Tel:

Fax:

Some publications/research:

- Social participation and satisfaction of basic needs.

Title of organization: CARITAS Argentina

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Hipólito Irigoyen 785, 4th floor, L

Tel: 331-0883, 342-1390, 334-8084

(1086) Federal Capital

Fax: 334-8083

Argentina

Title of organization: Fundacion del Sur *Type of organization:* NGO
Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation
Title:
Address: Cochabamba 449 *Tel:* 361-8549
Fax:

Some publications/research:
- Working-class youth

Title of organization: Interdisciplinary Centre for the Study of Public Policies (CIEPP) *Type of organization:* NGO
Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation
Title:
Address: Avda. Puerredón 510, 3rd floor *Tel:*
Dept. A (1032) *Fax:*

Some publications/research:
- The left hand of the State. Miño Dávila (Ed.): Social assistance according to the beneficiaries (views of beneficiaries and social workers on food, health and education programmes)
- Social structure and poverty in Argentina. Comparative project involving Argentina, Brazil and Chile. Coordinator: Guillermo O'Donnell, CIEPP/Kellog Institute, Notre Dame University.

Title of organization: Centre for Agrarian Promotion and Studies (CEPA) *Type of organization:* NGO
Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation
Title:
Address: Olleros 3877 *Tel:* 553-6810
(1425) Federal Capital *Fax:* 553-6810

Title of organization: Centre for Urban and Regional Studies (CEUR) *Type of organization:* NGO
Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation
Title:
Address: Avda. Corrientes 2817, 7th floor *Tel:* 961-0309
Fax:

Some publications/research:
- Methodological guidelines for the implementation of local development programmes

Argentina

Title of organization: Foundation for Development in Justice and Peace (FUNDAPAZ) *Type of organization:* NGO
Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation
Title:
Address: San Martín 617, 2nd floor, F *Tel:* 394-2610
(1004) Federal Capital *Fax:*

Armenia

Title of organization: Ministry of Economy of the Republic of Armenia *Type of organization:* Government
Name of contact: Armen Darbinian *Focal point for:* Poverty alleviation
Title: Deputy Minister
Address: Government House *Tel:* 52 78 78
Republic sq *Fax:* (78 852) 15 10 69
Yerevan 375 010, RA

Australia

Title of organization: Australian International Development Assistance Bureau (AIDAB) *Type of organization:* Government
Name of contact: Ms. Deborah Stokes *Focal point for:* Poverty alleviation
Title: Director, Policy Development Section
Address: AIDAB *Tel:* 06-2764600
GPO BOX 887 *Fax:* 06-2764872
Canberra City ACT 2601

Title of organization: The Australian Council for Overseas Aid (ACFOA) *Type of organization:* NGO
Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation
Title:
Address: Private Bag 3 *Tel:* 06-2851816
Deakin ACT 2600 *Fax:* 06-2851720

ACFOA is peak council for Australian NGOS, of which there are over 100 working in the field of overseas aid. EMAIL: APC Networks peg:acfoa

Bangladesh

Title of organization: General Economics Division of PLANNING COMMISSION
Name of contact: FAROOQ AHMED
Title: JOINT CHIEF, International Economics Wing
Address: GED, Planning Commission
Room 8, Block 14
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel: 814717
Fax:

Title of organization: Ministry of Commerce
Name of contact:
Title:
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel:
Fax:

Please contact the above mentioned department/ministry for the detailed address.

Title of organization: Economic Relations Division
Name of contact:
Title:
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel:
Fax:

Please contact the above mentioned department/ministry for the detailed address.

Title of organization: BRDB / BIDS / CIRDAP / NGO Bureau / Grameen Bank
Name of contact:
Title:
Address:

Type of organization: NGO
Focal point for: Database on poverty
Tel:
Fax:

[List of contact persons & other details may pl. be obtained from local UNDP office.]

Bangladesh

Title of organization: ADAB

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Tel:

Address:

Fax:

can provide list of NGOs

Title of organization: BIDS (semi autonomous)

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Tel:

Address:

Fax:

Brazil

Title of organization: Institute of Applied Economic Research (IPEA)

Type of organization: Government

Name of contact: Solon Magalhães Vianna

Focal point for: Database on poverty

Title:

Tel:

Address: SBS Quadra I Bloco "J" Ed.

Rndes 10 andar

Fax:

Brasilia/DF

Title of organization: Ministry of Regional Integration

Type of organization: Government

Name of contact: Aldenir Chaves Paraguassú

Focal point for: Poverty alleviation

Title: General Coordinator and National Director of
Project TCP/FAO/BRA/2254 (T)

Tel: 2235246 or 321.8886 R33

Address: Esplanada dos Ministérios

Bloco "E", Room 983

Fax: (061) 2253591

Brasilia/DF

General Coordinator of the Secretariat for Relations with States and the Federal and Municipal District.

Brazil

Title of organization: Institute of Applied Economic Research (IPEA)

Type of organization: Government

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: SBS Quadra 1 Bloco "J"Ed.
Rndes 10 andar
Brasilia/DF

Tel:

Fax:

Title of organization: Ministry of Social Welfare

Type of organization: Government

Name of contact: Dr. Francisco Fontes Hupsel

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Executive Secretary

Address: Esplanada dos Ministérios

Tel: 061-224 52 09, 224 52 75
and 224. 52 85

Bl "A" 7 andar

Fax: 061-322 40 31

Title of organization: IBGE

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Database on poverty

Title:

Address: SDS
Bl. "H" s/215
Brasilia/DF

Tel:

Fax:

Title of organization: IPEA

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Database on poverty

Title:

Address: Southern Banking Sector
BNDS 9 andar
Brasilia/DF

Tel:

Fax:

Brazil

Title of organization: IBGE

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

SDS
BL. "H" s/215
Brasilia/DF

Tel:

Fax:

Title of organization: IPEA

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

Southern Banking Sector
BNDS 9 andar
Brasilia/DF

Tel:

Fax:

Title of organization: IBASE

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

Rio de Janeiro

Tel:

Fax:

Title of organization: Institute for Technical Support to Third World Countries

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

IATTERMUND SMPW (PARK WAY) OE 26 Conj
03 Box 07
Brasilia/DF

Tel:

Fax:

Chile

Title of organization: CAS database on stratification of the poor population
Name of contact: Roberto Jiménez
Title:
Address: Ahumada 48
Piso 6
Santiago

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel: 67 22 033
Fax: 67 22 748

Title of organization: Planning, Studies and Investment Division of MIDEPLAN
Name of contact: Mr. Jaime Gatica Barros
Title: Chief
Address: Ahumada 48
Piso 6
Santiago

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel: 6722033
Fax: 6952049

Title of organization: CASEN periodic socio-economic survey
Name of contact: Myriam Waisser
Title:
Address: Ahumada 48
Piso 6
Santiago

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel: 67 22 033
Fax: 69 52 049

Title of organization: Ministry of Planning and Cooperation (MIDEPLAN)
Name of contact: Sergio Molina Silva
Title: Minister, MIDEPLAN
Address: Ahumada 48, 7th floor
Santiago

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel: 67 22 033
Fax: 67 21 879

Chile

Title of organization: PET - Labour Economics Programme

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Santo Domingo 526-528

Tel: 6326128

Santiago

Fax: 6333671

Title of organization: FLACSO - Latin American Social Science Faculty)

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Leopoldo Urrutia 1950

Tel: 2259938

Santiago

Fax: 2050433

Title of organization: CIEPLAN - Latin American Economic Research Corporation

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Cristobal Colón 3494

Tel: 2283262

Santiago

Fax: 2087698

Title of organization: Instituto Libertad y Desarrollo

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: San Crescente 551

Tel: 2341898

Santiago

Fax: 2341893

Colombia

Title of organization: National Planning Department

Type of organization: Government

Name of contact: Monica Uribe Botero

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Calle 26 No. 13-19

Tel: 284 66 71

Piso 50

Fax: 281 33 48

Bogotá

Above is the information of the respondent of the Questionnaire.

Equatorial Guinea

Title of organization: Ministry of Planning and International Cooperation

Type of organization: Government

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Malabo Bioko Norte

Tel: 33-52

Republic of Equatorial Guinea

Fax:

Above is the information of the respondent of the Questionnaire.

Germany

Title of organization: Ministry for Economic Cooperation and Development, Division 220

Type of organization: Government

Name of contact: Ministerialrat Dr. Gero Jentsch

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Ministry for Economic Cooperation and Development

Tel: 0228-535-521

Friedrich-Ebert-Allee 114-116

Fax: 0228-535-204

D-53113 Bonn

Title of organization: Deutsche Welthungerhilfe - German Agro Action

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Deutsche Welthungerhilfe

Tel:

Adenauer Allee 134

Fax:

D-5300 Bonn

Germany

Title of organization: Kübel-Foundation

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Kübel-Stiftung
Darmstädter Str. 100
D- 6140 Bensheim

Tel:

Fax:

Title of organization: Care Deutschland

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Care Deutschland
Wesselstr. 12
D- 5300 Bonn

Tel:

Fax:

Title of organization: Deutscher Caritasverband - Caritas Germany

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Deutscher Caritasverband
Karlstr. 40
D- 7800 Freiburg

Tel:

Fax:

Title of organization: Konrad-Adenauer-Foundation

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Rathausallee 12
D- 5205 St. Augustin 1

Tel:

Fax:

Germany

Title of organization: Misereor

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Misereor
Mozartstr. 9
D- 5100 Aachen

Tel:

Fax:

Title of organization: Deutsches Aussätzigen-Hilfswerk

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Deutsches Aussätzigen-Hilfswerk
Dominikanerplatz 4/III
D- 8700 Würzburg

Tel:

Fax:

Title of organization: Sozial- und Entwicklungshilfe des Kolpingwerkes

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Sozial- und Entwicklungshilfe des Kolpingwerkes
Kolpingplatz 5-1 I
D- 5000 Köln I

Tel:

Fax:

Title of organization: Eirene - Internationaler Christlicher Friedensdienst
e.V.

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Eirene
Internationaler Christlicher Friedensdienst e.V.
Engerser Str. 74 b
5450 Neuwied I

Tel:

Fax:

Germany

Title of organization: Medico-International

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Medico-International
Obermainanlage 1
D- 6000 Frankfurt

Tel:

Fax:

Title of organization: Evangelische Zentralstelle für Entwicklungshilfe
e.V.

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Evangelische Zentralstelle f. Entwicklungshilfe eV
Mittelstr. 37
D- 5300 Bonn 2

Tel:

Fax:

Title of organization: Weltfriedensdienst

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Weltfriedensdienst
Hedemannstr. 4
D- 1000 Berlin 61

Tel:

Fax:

Title of organization: Terres des Hommes

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Terres des Hommes
Ruppenkampstr. 11 a
D- 4500 Osnabrück

Tel:

Fax:

Germany

Title of organization: Friedrich-Ebert-Foundation

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Friedrich-Ebert-Stiftung e.V.
Godesberger Allee 149
D- 5300 Bonn 2

Tel:

Fax:

Title of organization: Brot für die Welt

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Brot für die Welt
Stafflenbergstr. 76
D- 7000 Stuttgart 1

Tel:

Fax:

Title of organization: Friedrich-Naumann-Foundation

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Friedrich-Naumann-Stiftung e.V.
Postfach 4027
D- 5330 Königswinter 41

Tel:

Fax:

Title of organization: Hanns-Seidel-Foundation

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Hanns-Seidel-Stiftung e.V.
Lazarettstr. 33
D- 8000 München 19

Tel:

Fax:

Germany

Title of organization: Jugend Dritte Welt e. V.

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Jugend Dritte Welt e.V.
Sträßchensweg 3
D-5300 Bonn

Tel:

Fax:

Title of organization: ANDHERI-Hilfe

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: ANDHERI-Hilfe
Mackestr. 53
D-5300 Bonn

Tel:

Fax:

Title of organization: Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe e. V.

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe eV
Mozartstr. 9
D- 5100 Aachen

Tel:

Fax:

Title of organization: Arbeiterwohlfahrt- Labour Welfare

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Arbeiterwohlfahrt
Oppelner Str. 130
D- 53113 Bonn

Tel:

Fax:

Germany

Title of organization: Komitee Ärzte für die Dritte Welt

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Komitee Ärzte für die Dritte Welt
Eisheimerstr. 9
D-6000 Frankfurt/Main

Tel:

Fax:

Title of organization: Stiftungsverband Regenbogen e. V.

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Stiftungsverband Regenbogen e.V.
Schwanenwall 23
D-4600 Dortmund

Tel:

Fax:

Japan

Title of organization: Ministry of Foreign Affairs, Economic Affairs
Bureau, Developing Economies Division

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Yoichi Suzuki

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Director of the Developing Economies Division

Address: 2-2-1 Kasumigaseki

Tel: 03 3580 3311

Chiyoda-Ku

Fax: 03 3592 0504

Tokyo

Jordan

Title of organization: Department of Statistics

Type of organization: Government

Name of contact: Dr. Abdullah Al-Zu'bi

Focal point for: Database on poverty

Title:

Address:

Tel: 842171

Fax:

Jordan

Title of organization: Ministry of Social Development

Name of contact: Minister for Social Development

Title:

Address:

Type of organization: Government

Focal point for: Poverty alleviation

Tel: 678359

Fax:

Title of organization: Queen Alaya Fund

Name of contact:

Title:

Address:

Type of organization: NGO

Focal point for: Poverty alleviation

Tel:

Fax:

Title of organization: General Federation of Charitable Associations

Name of contact:

Title:

Address:

Type of organization: NGO

Focal point for: Poverty alleviation

Tel:

Fax:

Malaysia

Title of organization: Economic Planning Unit, Prime Ministers's
Department

Name of contact: Tan Sri Dato' Ali Abul Hassan bin Suleiman

Title: Director General

Address:

Type of organization: Government

Focal point for: Database on poverty

Tel:

Fax:

Title of organization: Department of Statistic Malaysia

Name of contact: Mr. Khoo Soo Gim

Title: Acting Chief Statistician

Address:

Type of organization: Government

Focal point for: Database on poverty

Tel:

Fax:

Malaysia

Title of organization: Ministry of Agriculture
Name of contact: Dato' Wan Jaafar bin Abdullah
Title: Secretary General
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel:
Fax:

Title of organization: Ministry of Rural Development
Name of contact: Dato' Ismail bin Mansur
Title: Secretary General
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel:
Fax:

Title of organization: Implementation and Coordination Unit, Prime Minister's Department
Name of contact: Dato' Abd. Halim bin Dato' Hj. Abd. Rauf
Title:
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel:
Fax:

Title of organization: Economic Planning Unit of Prime Minister's Department
Name of contact: Tan Sri Dato' Ali Abul Hassan bin Suleiman
Title: Director General
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel:
Fax:

Title of organization: Implementation and Coordination Unit of Prime Minister's Department
Name of contact: Dato' Abd. Halim bin Dato' Hj. Abd. Rauf
Title: Director General
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel:
Fax:

Malaysia

Title of organization: Ministry of Agriculture
Name of contact: Dato' Wan Jaafar bin Abdullah
Title: Secretary General
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation

Tel:
Fax:

Title of organization: Ministry of Rural Development
Name of contact: Dato' Ismail bin Mansur
Title: Secretary General
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation

Tel:
Fax:

Title of organization: ISIS
Name of contact: Prof. Ismail Salleh
Title:
Address:

Type of organization: NGO
Focal point for: Poverty alleviation

Tel:
Fax:

Title of organization: Yayasan Basmi Kemiskinan (YBK), Selangor
Name of contact: Tuan Haji Zainal Abidin bin Sakom
Title:
Address:

Type of organization: NGO
Focal point for: Poverty alleviation

Tel:
Fax:

Title of organization: Amanah Ikhtiar Malaysia (AIM)
Name of contact: Prof. Madya Sukor Kasim
Title:
Address:

Type of organization: NGO
Focal point for: Poverty alleviation

Tel:
Fax:

Malaysia

Title of organization: University Kebangsaan Malaysia (Faculty of Economics)

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Tel:

Address:

Fax:

Mexico

Title of organization: Under-Secretariat of Regional Development, Office of General Coordination of International Technical Cooperation of the National Solidarity Programme

Type of organization: Government

Name of contact: Ing. Carlos Rojas Gutierrez

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Tel: 542-90-09

Address:

Fax: 518-65-06

Title of organization: Under-Secretariat of Regional Development, Office of General Coordination of International Technical Cooperation of the National Solidarity Programme

Type of organization: Government

Name of contact: Lic. Jose Luis Medina Aguiar

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Tel: 534-76-39

Address:

Fax: 534-65-83

Netherlands

Title of organization: Ministry of Foreign Affairs, DST/TA (Technical Advice) unit of DGIS

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Leen Boer

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Poverty Coordinator

Tel:

Address:

Fax: 0031-70-3485956

Norway

Title of organization: Budget Division, Department of Administrative Affairs
Type of organization: Government
Name of contact: Mr. Arne Kristian Larsen
Focal point for: Database on poverty
Title:
Address: NORAD
P.O. Box 8034 Dep
N-0030 Oslo
Tel: (47) 22 31 43 73
Fax: (47) 22 31 44 01

Statistical information on Norwegian development cooperation activities, including poverty reduction programmes and projects is collected and systematized in accordance with the reporting requirements of the Norwegian government and the Development Assistance Committee (DAC) in OECD by the bilateral development cooperation agency (NORAD).

Title of organization: Department of Development Cooperation Programmes, Ministry of Foreign Affairs
Type of organization: Government
Name of contact: Ms. Randi K. Bendiksen
Focal point for: Poverty alleviation
Title: Director General, DDCP
Address: Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 8114 Dep
N-0032 Oslo
Tel: (47) 22 34 39 12
Fax: (47) 22 34 27 93

Title of organization: Norwegian Red Cross
Type of organization: NGO
Name of contact:
Focal point for: Poverty alleviation
Title:
Address: Holbergsgate 1
P.O. Box 6875 St. Olvas plass
N-0130 Oslo
Tel:
Fax:

One of the 5 major Norwegian NGOs involved in development cooperations activities.

Title of organization: Norwegian Church Aid
Type of organization: NGO
Name of contact:
Focal point for: Poverty alleviation
Title:
Address: Sandakerveien 74
P.O. Box 4544 Torshov
N-0404 Oslo
Tel:
Fax:

One of the 5 major Norwegian NGOs involved in development cooperation activities.

Norway

Title of organization: Norwegian Save the Children

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Grensesvingen 7
P.O. Box 6200 Etterstad
N-0602 Oslo

Tel:

Fax:

One of the 5 major Norwegian NGOs involved in development cooperations activities.

Title of organization: Norwegian People's Aid

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Youngstorget 2A
P.O. Box 8844 Youngstorget
N-0028 Oslo

Tel:

Fax:

One of the 5 major Norwegian NGOs involved in development cooperations activities.

Title of organization: Norwegian Refugee Council

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Pilestredet 15 B
P.O. Box 6758 St. Olavs plass
N-0130 Oslo

Tel:

Fax:

One of the 5 major Norwegian NGOs involved in development cooperations activities.

Title of organization: University of Oslo, Centre for Development and Environment

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: P.O. Box 1106 Blindern
N-0316 Oslo

Tel:

Fax:

Norway

Title of organization: Norwegian Institute of International Affairs

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: P.O. Box 8159 Dep
N-0033 Oslo

Tel:

Fax:

Title of organization: Norwegian School of Economics and Business Administration

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Helleveien 30
N-5035 Bergen-Sandviken

Tel:

Fax:

Title of organization: Rogaland Research Foundation

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: P.O. Box 2503 Ullandhaug
N-4004 Stavanger

Tel:

Fax:

Title of organization: University of Bergen, Centre for Development Studies

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Strømgaten 54
N-5007 Bergen

Tel:

Fax:

Norway

Title of organization: University of Oslo, Ethnographic Museum

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Fredriks gate 2
N-0164 Oslo

Tel:

Fax:

Title of organization: University of Oslo, Department of Social
Anthropology

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: P.O. Box 1091 Blindern
N-0317 Oslo

Tel:

Fax:

Title of organization: NORAGRIC

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: P.O. Box 2
N-1432 As-NLH

Tel:

Fax:

Title of organization: Chr. Michelsen Institute

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Department of Social Science and Development
Fantoftvegen 38
N-5036 Fantoft

Tel:

Fax:

Norway

Title of organization: University of Trondheim, Department of Geography

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

Lade

Tel:

N-7055 Dragvoll

Fax:

Title of organization: University of Trondheim, Department of History

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

Lade

Tel:

N-7055 Dragvoll

Fax:

Title of organization: University of Bergen, Department of Social Anthropology

Type of organization: Research Institute

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

Parkveien 20

Tel:

N-5007 Bergen

Fax:

Pakistan

Title of organization: Planning & Development Division

Type of organization: Government

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

'P' Block

Tel:

Pak Secretariat

Fax:

Islamabad

Pakistan

Title of organization: Agha Khan Rural Support Programme

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Tel:

Address: Karachi

Fax:

Title of organization: National Rural Support Programme

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Tel:

Address: Islamabad

Fax:

Title of organization: Pakistan Institute of Development Economics

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Tel:

Address: Islamabad

Fax:

Panama

Title of organization: Ministry of Planning and Economic Policy

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Miguel A. Acrhurra

Focal point for: Database on poverty

Title:

Tel: 69-4133 ext. 145

Address: P.O.Box 2694

Fax: (507) 69-6822

Panama 3

Panama

Title of organization: Ministry of Planning and Economic Policy

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Antonio Olivita

Focal point for: Database on poverty

Title:

Address: P.O.Box 2694

Tel: 69-4133 ext. 141

Panama 3

Fax: (507) 69-6822

Title of organization: Ministry of Planning and Economic Policy, Social Planning Department

Type of organization: Government

Name of contact: Rosa Elena de de la Cruz

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Chief, Social Planning

Address: P.O.Box 2694

Tel: 63-9633

Panama 3

Fax: (507) 69-6822

Paraguay

Title of organization: Ministry of Foreign Affairs, Technical Secretariat of Planning

Type of organization: Government

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Torre AYFRA

Tel: 495394

Calle Pdte. Franco y Ayolas

Fax: 446493

Title of organization: CONEB

Type of organization: NGO

Name of contact: Sebastián Gabato

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: 435 calle Estados Unidos

Tel:

Fax:

Paraguay

Title of organization: Paraguayas Red Cross

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: LCRP - Brasil
216 calle José Berges

Tel:

Fax:

Title of organization: FUPACODES

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Calle Presidente Franco 846

Tel:

Fax:

Title of organization: Social Pastorate

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Alberdi
874 calle Piribebuy

Tel:

Fax:

Peru

Title of organization: National Statistics Institute

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Felic Murillo

Focal point for: Database on poverty

Title:

Address:

Tel:

Fax:

Peru

Title of organization: Ministry of the Economy and Finance, Co-ordination Unit
Name of contact: Fritz du Bois
Title: Chief, Co-ordination Unit
Address: Avenida JUNIN 319
Lima 1

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel: 279897
Fax: (51-14)281673

Title of organization: Instituto CUANTO
Name of contact: Dr. Richard Webb
Title:
Address: Plaza del Ovalo 203-B
San Isidro

Type of organization: NGO
Focal point for: Database on poverty
Tel: 224 932 - 423 421
Fax: 425 460

And/or Graciela Fernandez Baca (she is also named as a contact person).

Title of organization: CEDEP
Name of contact:
Title:
Address: Pershing 790
Jesus Maria

Type of organization: NGO
Focal point for: Poverty alleviation
Tel:
Fax:

Title of organization: ADEC-ATC
Name of contact:
Title:
Address: Matooni 349
San Isidro

Type of organization: NGO
Focal point for: Poverty alleviation
Tel:
Fax:

Philippines

Title of organization: National Statistical Coordination Board
Name of contact: Mr. Romulo Virola
Title: c/o Secretary General
Address: Buendia Avenue
Makati
Metro Manila

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel: 851778-87
Fax: 816-69-41/878114

Title of organization: Presidential Commission to Fight Poverty (PCFP)
Name of contact: Mr. Daniel Lacson
Title: Chairman
Address: Presidential Commission to Fight Poverty
Malacanang
Manila

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel: 742-16-45
Fax:

Presidential Commission to Fight Poverty which was created in 1992 to monitor, orchestrate, coordinate poverty alleviation efforts.

Title of organization: no indication
Name of contact: no indication
Title:
Address:

Type of organization: NGO
Focal point for: Poverty alleviation
Tel:
Fax:

Most NGOs of the country were formed to assist the government in addressing the needs of the poor primarily through credit assistance, livelihood, social services delivery.

Poland

Title of organization: Central Bureau of Statistics, Department of Social Research
Name of contact: Mr. Wieslaw Lagodzinski
Title: Director
Address:

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel: (48 22) 25 34 35
Fax:

Poland

Title of organization: Ministry of Labour and Social Policy, Department of Training

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Tomasz Kazmierczak

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Chief Specialist

Address: ul. Nowogrodzka 1/3

Tel: (48 22) 29 33 47; 29 36 49

Warsaw

Fax:

Title of organization: Ministry of Labour and Social Policy, Department of International Cooperation

Type of organization: Government

Name of contact: Mrs. Joanna Maciejewska

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Senior Adviser

Address: ul. Nowogrodzka 1/3

Tel: (48 22) 29 67 50

Warsaw

Fax: (48 22) 29 67 50

Republic of Korea

Title of organization: Ministry of Health and Social Affairs (MOHSA); Economic Planning Board (EPB)

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. SONG Jung-Sook

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Minister of Health and Social Affairs

Address: Complex Government Building

Tel:

Gwa-cheon shi

Fax:

Kyunggi-Jo

Title of organization: Ministry of Health and Social Affairs (MOHSA); Economic Planning Board (EPB)

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. LEE Kyung Shick

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Deputy Prime Minister and Minister of Economic Planning Board

Address: Complex Government Building

Tel:

Gwa-cheon shi

Fax:

Kyunggi-Jo

Republic of Korea

Title of organization: Social Development Planning Division; Economic Planning Bureau; Economic Planning Board

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Donghoon Lee

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Director of Social Development Planning Division

Address: Kwachun Si Jung Ang Dong

Tel: (02) - 503 -9053~ 4

Kyunggi Do

Fax: 504 - 7737

Title of organization: Korea Institute for Health and Social Affairs

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Poolkwang-Dong

Tel:

Eun Pyung-Koo

Fax:

Seoul

Romania

Title of organization: Ministry of Labour and Social Protection,
Department of Social Protection

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Dorel Mustatea

Focal point for: Poverty alleviation

Title: State Secretary

Address: Rue Dem. I. Dobrescu No. 2-4

Tel: 40 1 6156564

Secteur 1 Bucharest

Fax: 40 1 6138549

Title of organization: Institute for Research on Quality of Life

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Spl. Independentei No. 202

Tel: 40 1 6375893

Etaj IV

Fax: 40 1 6382376

Secteur 6 Bucharest

Slovakia

Title of organization: Statistics Office of the Slovak Republik

Type of organization: Government

Name of contact:

Focal point for: Database on poverty

Title:

Address: Mileticova 3
824 67 Bratislava

Tel:

Fax:

Title of organization: Ministry of Labour, Social Affairs and Family,
Section of Social Affairs

Type of organization: Government

Name of contact: PhDr. Ing. Stanislav Konecny

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Director of the section

Address: Spitálska 4
816 43 Bratislava

Tel: 441 014, 441 111

Fax: 362 544

Title of organization: Research Institute of Labour, Social Affairs and
Family

Type of organization: Research Institute

Name of contact: PHDr. Rastislav Bednárík, CSc.,

Focal point for: Poverty alleviation

Title: Deputy director

Address: Mierová 23
827 48 Bratislava

Tel:

Fax:

Sri Lanka

Title of organization: Ministry of Policy Planning and Implementation

Type of organization: Government

Name of contact: Dr. R. M. K. Ratnayake

Focal point for: Database on poverty

Title: Director / Nutrition

Address: Sethsiripaya
Battaramulla
Sri Jaya waderepura

Tel: (1) 56 24 85

Fax:

Sri Lanka

Title of organization: Janasaviya Department (under the Ministry of Food, Cooperatives and Janasaviya) *Type of organization:* Government
Name of contact: Susil Sirivardana *Focal point for:* Poverty alleviation
Title: Janasaviya Commissioner
Address: 3rd floor, Unity Plaza Building *Tel:* (1) 58 12 07
Colombo 4 *Fax:* (1) 50 32 87

Title of organization: Participatory Institute for Development Alternatives (PIDA) / * *Type of organization:* NGO
Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation
Title: *Tel:*
Address: *Fax:*

* Sarvodya / Human Development Centre / Foriit / Siyath / Praja Sahaya Sevaya

Title of organization: Research Centre of the UNU/South Asian Partnership *Type of organization:* Research Institute
Name of contact: Dr. Ponna Wiginaraja *Focal point for:* Poverty alleviation
Title: *Tel:*
Address: *Fax:*

Title of organization: Marga Institute *Type of organization:* Research Institute
Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation
Title: *Tel:*
Address: *Fax:*

Switzerland

Title of organization: Federal Department of Foreign Affairs (Directorate of Cooperation in Development and Humanitarian Aid) *Type of organization:* Government

Name of contact: Mrs. Immita Cornaz *Focal point for:* Poverty alleviation

Title:

Address: Eigerstrasse 73 *Tel:* 031/61 34 26
CH-3003 Bern *Fax:* 031/61 35 05

There is no focal point properly speaking, but the person to contact at the Department of Foreign Affairs is Mrs. Immita Cornaz.

Title of organization: Federal Department of the Public Economy (Federal Office of Foreign Economic Affairs) *Type of organization:* Government

Name of contact: *Focal point for:* Poverty alleviation

Title:

Address: CH-3003 Bern *Tel:*
Fax:

Title of organization: no indication *Type of organization:* NGO

Name of contact: no indication *Focal point for:* Poverty alleviation

Title:

Address: *Tel:*
Fax:

No organizations are specialized in poverty alleviation programmes. But the following NGOs deal with this problem in their programmes: SWISSAID, INTERCOOPERATION, HELVETAS, PAIN POUR LE PROCHAIN, CARITAS, ACTION DE CAREME, Institut universitaire du developpement (IUED).

Thailand

Title of organization: Rural Development Coordination Division, NESDB *Type of organization:* Government

Name of contact: Mr. Kirasak Chaneharaswat *Focal point for:* Database on poverty

Title:

Address: *Tel:*
Fax:

Thailand

Title of organization: National Rural Development and Decentralization Committee
Name of contact: Dr. Phisit Pakkasem
Title: Secretary-General, NESDB
Address: 962 Krung Kasem Road
Bangkok 10100

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel: 2825837
Fax:

Title of organization: Institute of Population and Community Development
Name of contact:
Title:
Address: Bangkok

Type of organization: NGO
Focal point for: Poverty alleviation
Tel:
Fax:

Tunisia

Title of organization: Ministry of Social Affairs
Name of contact: Mr. Mustapha Belhareth
Title: Director of Studies and Planning
Address: Boulevard Bab Benat
Tunis

Type of organization: Government
Focal point for: Database on poverty
Tel: 262 689
Fax:

Title of organization: Ministry of Social Affairs
Name of contact: Mr. Abdellatif Ben Kilani
Title: Director of Programmes and Social Development
Address: 1, rue Atlas Bab El Khadra
Tunis

Type of organization: Government
Focal point for: Poverty alleviation
Tel: 286 673
Fax: 793 241

Tunisia

Title of organization: El Kef Foundation for Regional Development

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Jardin El Khadria El Kef
7100

Tel:

Fax:

Title of organization: Tunisian Foundation Community Development at Kasserine

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Rue Taieb M'Hiri 1200
Kasserine

Tel:

Fax:

Title of organization: Tunisian Foundation for Community Development at Siliana

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Cité El Ones 6140
Makthar

Tel:

Fax:

Title of organization: Association for Rural Development and Activity

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: 16, Rue Iben El Acuem
Al Menzeh 6
Tunis

Tel:

Fax:

Tunisia

Title of organization: Tunisian Association for the Promotion of
Employment and Housing

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: 28, Rue Abdellaziz Thealbi
Menezeh 9
Tunis

Tel:

Fax:

Title of organization: Enda Inter Arabe

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: 16, Impasse de la Mer Rouge Ariana

Tel:

Fax:

Title of organization: Foundation for Self-Development and Solidarity

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: 5, Rue Med Badra Belvedere

Tel:

Fax:

Title of organization: Self-Development Support Association

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: 5, Av. d'Afrique 1004
El Menzeh VI
Tunis

Tel:

Fax:

Tunisia

Title of organization: Canadian Organization for Solidarity and Development

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: 9, Rue Tahar B
Achour Menzeh 8
Tunis

Tel:

Fax:

Title of organization: Tunisian Association of Social Charities

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: 5, Rue Alain Savary
Tunis

Tel:

Fax:

Turkey

Title of organization: Prime Ministry State Planning Organisation, Social Planning Directorate

Type of organization: Government

Name of contact: Mr. Ismalik Karaman

Focal point for: Poverty alleviation

Title: General Director of Social Planning

Address: Necatibey Caddesi no.108
Ankara

Tel: 230 87 20/6734-6749

Fax: 231 93 68

Title of organization: YARDIM SEVENLER DERNEGI (Association for aid)

Type of organization: NGO

Name of contact: Dr. Mediha

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address: Eldem Sokak No. 67
KOCATEPE/ ANKARA
06640

Tel:

Fax:

Turkey

Title of organization: TÜRKIYE KIZILAY DERNEGI (The Red Crescent)

Type of organization: NGO

Name of contact:

Focal point for: Poverty alleviation

Title:

Address:

Karanfil Sok. No:7
Bakanliklar/Ankara

Tel:

Fax:

Annexe II

AIDE AU DEVELOPPEMENT

Les renseignements indiqués dans la présente annexe ont été reproduits tels qu'ils ont été reçus des gouvernements (avec de légères modifications de présentation)

Australie

Coordination : Australian International Development Assistance Bureau (AIDAB)

Critères appliqués pour l'octroi d'une aide :

- Politique de convergence géographique (Asie-Pacifique);
- Besoins et contraintes du pays en développement;
- Intérêts australiens, y compris en matière de questions humanitaires, de politique étrangère et de commerce;
- Avantages comparés de l'Australie, à savoir choix d'un secteur;
- Objectifs d'ensemble du programme australien d'assistance, notamment en matière d'environnement, de protection des femmes, de réduction de la pauvreté et de durabilité.

Modalités de l'appui aux politiques et aux programmes de lutte contre la pauvreté :

L'analyse de la pauvreté dans un pays déterminé fait partie du processus de programmation par pays adopté par l'Australie. L'analyse de la pauvreté fait apparaître les principaux domaines où se situent les besoins dans le pays considéré et le rôle que pourrait jouer l'aide australienne, compte tenu des politiques et des programmes du pays bénéficiaire. L'aide australienne vise à réduire la pauvreté par trois méthodes complémentaires :

1. Croissance économique durable - à savoir infrastructure, agriculture, industries extractives, industrie, gestion de l'environnement et renforcement des institutions;
2. Investissements dans le domaine des ressources humaines - par exemple éducation, soins de santé primaires, renforcement de la capacité et développement du secteur social, y compris développement communautaire par le biais des ONG et des micro-entreprises; et
3. Filets de protection et ciblage direct de la pauvreté - par exemple secours humanitaire, aide aux réfugiés, aide alimentaire d'urgence, services d'adduction d'eau et d'assainissement au niveau de la communauté et fourniture d'une aide alimentaire au développement dans le cadre de projets "Vivres contre travail".

Evaluation de l'efficacité des programmes et des projets de lutte contre la pauvreté :

Une étude de la manière dont le programme d'aide australien fait face à la pauvreté a été publiée en 1991 (AIDAB : Poverty Alleviation through Australian Development Cooperation - International development issues, No 15). Il s'agit plus là d'un document de travail que d'une évaluation officielle, mais qui a conclu que le programme d'aide mis en oeuvre par l'Australie a dans l'ensemble réussi à réduire la pauvreté en utilisant une approche multidimensionnelle.

L'orientation effective de la politique de lutte contre la pauvreté a été révisée depuis 1991 et fait l'objet d'un document directif du Ministère et du quatrième rapport annuel adressé au Parlement au sujet de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique dans le cadre du programme australien de coopération pour le développement (novembre 1993).

Allemagne

Coordination : Ministère de la coopération économique, Division du développement

Critères appliqués pour l'octroi d'une aide :

Les critères appliqués pour l'octroi d'une aide portent sur le niveau et la capacité de développement ainsi que sur la volonté de créer les conditions générales nécessaires (y compris respect des droits de l'homme, primauté du droit, participation, conception sociale et propice à une économie de marché du développement économique, ciblage de la politique du gouvernement sur la pauvreté). Cette aide est offerte essentiellement aux pays en développement pauvres, et plus particulièrement aux moins avancés d'entre eux. S'agissant du choix des secteurs dans les pays bénéficiaires, nous nous efforçons de concilier nos priorités générales (réduction de la pauvreté, protection de l'environnement, éducation) avec les besoins et les priorités particuliers du pays considéré.

Modalités de l'appui aux politiques et aux programmes de lutte contre la pauvreté :

Nous avons défini les conditions et les objectifs de notre coopération avec les différents pays en développement dans une monographie à usage interne. Nous envisageons, en collaboration avec les pays en développement concernés, de procéder à des évaluations de la pauvreté en prenant comme modèles les documents établis par la Banque mondiale à ce sujet. Nous n'avons pas d'idées arrêtées quant aux secteurs ou aux modalités qui se prêteraient plus particulièrement à la lutte contre la pauvreté, mais nous préférons faire de la réduction de la pauvreté un thème central, commun à tous les secteurs, projets et programmes.

Evaluation de l'efficacité des programmes et des projets de lutte contre la pauvreté :

Nous n'avons pas procédé à proprement parler à une évaluation systématique des projets de lutte contre la pauvreté qui ont reçu notre appui. Chaque évaluation effectuée porte sur la durabilité et l'efficacité du projet et cherche à déterminer si les objectifs fixés ont été atteints; cela comporte, s'il y a lieu, l'examen des résultats obtenus en matière de réduction de la pauvreté.

Japon

Coordination : Ministère des affaires étrangères

Critères appliqués pour l'octroi d'une aide :

Le Japon se renseigne sur le PNB par habitant des pays bénéficiaires, tel qu'évalué par la Banque mondiale, avant de fixer les critères à appliquer à l'octroi de son aide publique au développement (APD) (en 1992, ce produit devait être inférieur à 1 195 dollars E.-U. pour les prêts à fonds perdus et inférieur à 2 465 dollars E.-U. pour les prêts), une certaine souplesse étant néanmoins prévue. Une assistance technique est aussi fournie aux pays où le PNB dépasse ces montants, mais qui ont besoin que le Japon les fasse bénéficier d'un transfert de technologie.

Mis à part ces critères grossiers, le Japon tient compte des orientations fondamentales de l'APD, à savoir la conservation de l'environnement, l'interdépendance entre les nations et les considérations humanitaires. Il tient aussi compte de facteurs comme les dépenses militaires des pays bénéficiaires, définies selon les principes énoncés dans la Charte japonaise de l'APD, de même que de la faisabilité et de la priorité des projets, de considérations économiques et financières et de l'ensemble des relations bilatérales que ces pays entretiennent avec le Japon.

Modalités de l'appui aux politiques et aux programmes de lutte contre la pauvreté :

L'appui apporté par le Japon à la lutte contre la pauvreté se présente essentiellement sous forme d'aide à fonds perdus et d'assistance technique visant à répondre aux besoins essentiels de la population et à améliorer l'infrastructure sociale des pays en développement pauvres, notamment en Asie et en Afrique. L'assistance porte plus particulièrement sur l'amélioration des services médicaux, des soins de santé primaires, des écoles, de l'approvisionnement en eau potable, des installations sanitaires, etc. Au cours des dernières années, le Japon a créé un système de subventions pour les projets des ONG et de dons pour des investissements limités en vue d'appuyer les activités locales de lutte contre la pauvreté menées par les ONG.

Evaluation de l'efficacité des programmes et des projets de lutte contre la pauvreté :

Le Japon a procédé à diverses évaluations au titre de ses projets de lutte contre la pauvreté. Un exemple récent est l'évaluation des projets d'approvisionnement en eau et d'électrification en Thaïlande qui a été réalisée par le Conseil international pour l'organisation scientifique (CIOS); cette évaluation a été publiée par le Ministère des affaires étrangères dans le rapport annuel d'évaluation de l'APD pour 1993. Le projet d'approvisionnement en eau a été considéré comme une réussite, ayant bénéficié de la participation des exploitations agricoles ciblées, aussi bien pour le choix du lieu d'implantation du projet que pour la construction, la gestion et l'entretien des installations. L'évaluation a conclu qu'une aide axée sur l'infrastructure et la création d'emplois est extrêmement efficace pour lutter contre la pauvreté.

Pays-Bas

Coordination : Ministère de la coopération pour le développement, Division des affaires économiques et de la politique commerciale

Les autorités néerlandaises (DGIS) appliquent une méthode de "filtrage" au stade de la sélection et de l'examen des projets de développement. Ce "filtrage" est axé sur deux "moments" distincts. Au stade de la sélection, il s'agit de juger l'idée à la base d'un projet ou de la proposition correspondante, soumis aux Pays-Bas pour la première fois, ou la poursuite d'un projet ou d'un programme en cours d'exécution. Dans ce dernier cas, il s'agit d'aborder une étape ultérieure plus ou moins modifiée dans un "secteur critique" déjà connu. Dans l'un ou l'autre des cas, la proposition est sélectionnée ou filtrée au regard des principaux objectifs visés par la politique de coopération pour le développement suivie par les Pays-Bas, à savoir 1) atténuation de la pauvreté, 2) autonomie des femmes, et 3) protection de l'environnement. Un certain nombre de questions pertinentes relevant de ces trois secteurs ou thèmes principaux doivent être posées - et une réponse doit leur être apportée - avant qu'il soit possible de déterminer si l'idée ou la proposition mérite d'être mise en oeuvre et quels autres travaux d'analyse ou de perfectionnement éventuels seront nécessaires avant de passer à l'exécution. Le principal objectif est de n'entreprendre, de ne poursuivre ou de n'élargir aucun programme ou projet qui risquerait de porter préjudice à la réduction de la pauvreté, à l'autonomie des femmes ou à l'environnement; il va sans dire qu'une réponse positive pour au moins l'un de ces trois chefs vaudrait mieux et constitue en fait l'objectif ultime à atteindre. Bien évidemment, la faisabilité et la durabilité du projet envisagé sont aussi vérifiées.

Le filtrage ou la sélection en fonction des principaux objectifs de la politique de coopération pour le développement appliquée par les Pays-Bas au stade du choix ou de l'examen du projet n'ont rien de nouveau, mais ces opérations sont désormais plus explicites. Il se peut que, par voie de conséquence, un plus grand nombre de propositions soient rejetées ou au moins révisées avant de pouvoir être acceptées, ou encore qu'une analyse plus approfondie (de la pauvreté ou des incidences de ces propositions sur la pauvreté; de la position des femmes ou des incidences de ces propositions sur

les femmes ou sur l'environnement) devra intervenir plus tôt dans le cycle du projet; il s'agit dans les deux cas des résultats "escomptés" du filtrage. Cela ne signifie pas nécessairement que toutes les analyses doivent être faites au cours de l'élaboration, c'est-à-dire avant l'examen du projet; des réponses "conditionnelles" à des questions pertinentes (en matière de pauvreté, de rapport entre les femmes et le développement et d'environnement) sont acceptables dans la mesure où les travaux de recherche (études) orientés vers l'action et les mesures qui en résultent (mesures compensatoires chaque fois que nécessaire) sont conçus et planifiés pour s'attaquer aux principaux problèmes au moment voulu, c'est-à-dire selon un processus rationnel. Au stade de l'examen, la proposition de projet sous sa forme élaborée, autrement dit le descriptif du projet, est examiné au regard des mêmes questions que celles qui avaient servi, au stade des critères de filtrage, pour dégager les problèmes à résoudre avant la formulation du projet. Au cours de cette étape toutefois, la fonction du filtrage axé sur le développement vise à vérifier si le descriptif du projet est bien complet et répond à tous les critères de principe (en matière de réduction de la pauvreté, du rôle des femmes dans le développement, de protection de l'environnement, de durabilité écologique et institutionnelle), y compris les critères fondamentaux de faisabilité du projet. Si cela s'avère ne pas être le cas, le projet est renvoyé à l'organisme bénéficiaire (demandeur) et le dialogue est repris afin de remédier aux défauts de conception.

La réponse doit être positive pour les trois principaux critères conceptuels des Pays-Bas :

- a) atténuation de la pauvreté;
- b) rôle des femmes dans le développement; et
- c) protection de l'environnement.

Norvège

Coordination : Département des programmes de coopération pour le développement
Ministère des affaires étrangères

Critères appliqués pour l'octroi d'une aide :

La politique de coopération pour le développement appliquée par la Norvège continue d'avoir pour principal objectif de contribuer à améliorer de façon durable la situation économique, sociale et politique des populations des pays en développement. L'aide au développement doit être utilisée de manière à apporter les améliorations les plus marquées dans les sections les plus pauvres de la population; les plus pauvres parmi les pays en développement doivent avoir la priorité et l'aide doit être conçue de manière à engendrer le moins de dépendance possible à l'égard de la poursuite de l'aide. La coopération pour le développement appliquée par la Norvège continuera d'être axée sur les bénéficiaires, ce qui signifie que, pour le choix et la mise au point des activités de développement financées au moyen de fonds norvégiens, la Norvège fondera le dialogue sur les plans de développement des pays bénéficiaires. Parallèlement, la coopération fera plus

largement appel à la responsabilité des bénéficiaires. Autrement dit, le pays bénéficiaire lui-même aura une plus large part de responsabilité dans la conduite des activités de développement et toute entorse au principe sur lequel repose la coopération pourrait avoir des répercussions sur le montant et la forme de l'aide.

Dans les limites de ce cadre général, cinq objectifs spécifiques de la coopération pour le développement sont définis comme revêtant une importance particulière pour la Norvège et servent aussi à décider de l'affectation des diverses ressources dont dispose la coopération pour le développement :

- i) développement et gestion des ressources naturelles écologiquement viables;
- ii) croissance économique;
- iii) amélioration des conditions de vie des segments les plus pauvres de la population;
- iv) respect des droits de l'homme;
- v) résolution des conflits et création d'un climat de confiance afin de promouvoir la paix entre pays et régions.

Modalités de l'appui aux politiques et aux programmes de lutte contre la pauvreté :

Presque tous les pays qui participent avec la Norvège à des programmes bilatéraux d'aide au développement appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés, c'est-à-dire des pays en développement les plus pauvres. Les programmes d'atténuation de la pauvreté ont été conçus pour aider les pauvres par les moyens ci-après : i) assistance directe ciblée sur des activités productives génératrices d'emplois et de revenus; ii) politiques et investissements axés sur le développement qui élargissent leurs possibilités d'emploi; et iii) amélioration de l'accès des pauvres à la santé, à la planification de la famille, à l'éducation et aux services connexes, et également élargissement de ces services.

S'agissant de l'activité économique, les secteurs sociaux ont la priorité, notamment sous forme d'investissements dans les services essentiels de santé et dans l'enseignement primaire. L'appui aux aspects matériels de l'infrastructure et aux activités économiques directement productives devrait, pour contribuer à l'atténuation de la pauvreté, être conçu de manière à maximiser la création d'emplois dans le cadre des projets et des programmes à entreprendre. Plusieurs programmes importants de lutte contre la pauvreté récemment entrepris par la Norvège au titre de la coopération pour le développement se fondaient sur la notion de développement intégré dans l'ensemble d'une zone, en particulier dans les régions rurales. C'est ainsi que des programmes se situant au niveau du district ou de la province ont été exécutés dans plusieurs pays, Sri Lanka et Tanzanie notamment. Les programmes de lutte contre la pauvreté peuvent aussi apporter un appui destiné à renforcer la capacité des institutions nationales des pays bénéficiaires chargées de la planification économique pour mettre en oeuvre des politiques de lutte contre la pauvreté.

Evaluation de l'efficacité des programmes et des projets de lutte contre la pauvreté :

Certains projets/programmes déterminés ont été évalués, mais l'efficacité générale des programmes de lutte contre la pauvreté n'a fait l'objet d'aucune évaluation. Dans le cas du programme de développement rural intégré de Hambantota en Sri Lanka, la nouveauté de l'organisation et la souplesse de la planification ont été isolées comme des facteurs importants dans l'analyse des raisons qui expliquaient le succès de ce programme. Parmi les autres raisons figurent l'efficacité financière du programme, l'approche intégrée du développement à l'échelle d'une zone tout entière et le fait que les ressources financières ont dans une large mesure été consacrées au développement des ressources humaines.

Suisse

Coordination : Département fédéral des Affaires étrangères/Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA)

Critères appliqués pour l'octroi d'une aide et modalités de l'appui aux politiques et aux programmes de lutte contre la pauvreté :

Les critères appliqués sont définis dans la loi fédérale sur la coopération pour le développement et l'aide humanitaire.

Evaluation de l'efficacité des programmes et des projets de lutte contre la pauvreté :

Ce domaine a fait l'objet d'une analyse croisée. La plupart des programmes doivent tenir compte de l'action menée contre la pauvreté. A cette fin, l'accent doit être placé sur la démarginalisation (importance d'une participation au niveau local des personnes directement intéressées). Moyennant des méthodes qui favorisent la participation, on s'efforce de contribuer à la démarginalisation, l'accent étant placé à cette fin sur l'auto-évaluation (au niveau local).

Turquie

Coordination : Organisme central de planification, Direction de la planification sociale

Critères appliqués pour l'octroi d'une aide :

Les besoins les plus aigus (famine en Somalie, par exemple) et les domaines de l'assistance technique sont définis conjointement avec les pays intéressés, de même que l'appui à une nouvelle expansion de diverses institutions dans certains pays.

Modalités de l'appui aux politiques et aux programmes de lutte contre la pauvreté :

Néant.

Evaluation de l'efficacité des programmes et des projets de lutte contre la pauvreté :

Néant.

Royaume-Uni

Coordination : Overseas Development Administration

Critères appliqués pour l'octroi d'une aide :

Notre aide à l'étranger a pour objectif global de promouvoir le développement économique et social des pays en développement et d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. Les fonds que nous octroyons à des conditions de faveur sont dirigés en priorité vers les pays les plus pauvres, qui connaissent les problèmes de développement les plus aigus.

Afin d'atteindre l'objectif global de notre programme d'aide ainsi défini, nous avons choisi sept objectifs, à savoir :

- i) promouvoir la réforme économique;
- ii) accroître la capacité de production;
- iii) favoriser un bon gouvernement;
- iv) entreprendre des activités et des programmes directement axés sur l'atténuation de la pauvreté;
- v) promouvoir le développement humain, y compris de meilleurs services d'éducation et de santé, et des naissances voulues;
- vi) promouvoir le statut des femmes;
- vii) aider les pays en développement à résoudre les problèmes d'environnement au niveau national.

Modalités de l'appui aux politiques et aux programmes de lutte contre la pauvreté :

L'atténuation de la pauvreté occupe une place centrale dans notre programme d'aide aux pays à faibles revenus. Tous nos objectifs prioritaires concernent donc la réduction de la pauvreté. Une aide directement ciblée sur les pauvres devrait avoir un impact immédiat sur leurs conditions de vie. En l'absence de croissance économique toutefois, l'espoir de réduire la pauvreté à plus long terme et d'une manière durable se trouve considérablement amoindri. L'appui que nous apportons aux programmes de réforme économique dans les pays à faibles revenus devrait contribuer à stimuler une large expansion dans les secteurs à forte intensité de travail. L'accroissement des possibilités d'emploi et l'intensification de la demande des biens et des services offerts par les pauvres favoriseront leurs intérêts.

Pour que les pauvres puissent bénéficier d'un accès amélioré à l'enseignement primaire et aux services de santé, il est indispensable que le gouvernement investisse plus de ressources dans les secteurs sociaux. Cela est plus facile lorsque l'économie est en expansion et que les recettes du gouvernement augmentent que lorsque l'économie stagne. L'aide que nous apportons à la réforme économique et à l'amélioration de la capacité productive représente donc un élément important de notre stratégie à long

terme de lutte contre la pauvreté. Nous menons parallèlement une action à court terme de lutte directe contre la pauvreté, qui comprend les éléments ci-après : i) aider les pays en développement à définir et à mettre en oeuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté (y compris la conception et la mise en place de filets de protection); ii) entreprendre des projets et des programmes en vue de répondre aux besoins essentiels des pauvres et d'améliorer leurs revenus et la sécurité de leurs moyens d'existence; et iii) entreprendre des projets et des programmes visant à améliorer l'accès des pauvres aux services essentiels de santé et d'éducation.

Evaluation de l'efficacité des programmes et des projets de lutte contre la pauvreté :

Néant.
